

| | |
|----|---|
| 2 | Brèves |
| 3 | SNCF : inventaire avant fermeture |
| 4 | MIGRANTS |
| 5 | Les migrants ne nous sont pas étrangers Il n'y aura pas d'expulsions sur la Montagne limousine |
| 6 | De Notre-Dame-des-Landes à la Montagne limousine, et retour Terres Communes à défendre |
| 7 | DOSSIER |
| à | La Montagne limousine, une Forêt habitée ? |
| 10 | Dossier de Ninon Bonzom |

| | |
|----|---|
| 11 | Adresse d'un groupe de lycéens aux "responsables de rien du tout" Il n'y a pas d'"affaire Benalla", il y a un pouvoir en guerre contre les révoltes logiques |
|----|---|



| | |
|----|--|
| 12 | Usine à pellets : CIBV devra passer devant les tribunaux |
| 13 | La forêt sur tous les fronts |
| 14 | L'atelier Bivouac à Saint Martin-Château |
| 15 | "Maudite soit la guerre" et foutez nous la paix ! Didier Daeninkx & Pef Rendez-vous à Gentieux le 11 novembre ! Chronique : Abécédaire du cyclisme limousin |
| 16 | Quelques passants passables, passons... |



Dossier pages 7 à 10 - articles pages 12 - 13

La forêt n'est pas une simple matière première !



Courrier des lecteurs

Suite à l'article : "Réflexions sur le procès de la caténaire sabotée", par "Zig et Puce" paru dans le n° 63 d'IPNS de juin 2018, un lecteur nous fait part de son commentaire.

Quelle que soit la pertinence des analyses de cet article, il n'en apparaît pas moins comme un plaidoyer pro domo, un texte d'auto-célébration sans nuance dont la nature même est occultée par l'utilisation d'un pseudonyme. Ce procédé de camouflage jette tout de même un doute sur l'objectivité de l'article, et ne plaide pas en faveur du fonctionnement journalistique de la publication. Être un organe de presse engagé n'exclut pas de prendre quelques précautions déontologiques : ici, le lecteur peut avoir l'impression que l'on essaie de lui cacher quelque chose, de manière pas très glorieuse. Il semble par ailleurs avoir échappé à MM. Zig et Puce que la relaxe in fine des quatre inculpés est peut-être due en partie au génie superlatif de leur mode de défense (" [...] la justice est semblait-il tombée sur un os", concluent modestement Z & P), mais sans doute aussi un tout petit peu au caractère légèrement démocratique de la procédure, qui a su rectifier les errements lamentables des services de police, des juges et de la ministre de l'époque. Ce serait un peu plus dur, moins efficace et plus lourd de conséquences, de jouer les Robin des bois ("enquêteur", "théologien", "comique", "logicien"...), devant le tribunal d'un système politique vraiment autoritaire et anti-démocratique, style Poutine ou Erdogan...

On peut être très critique à l'égard du système des démocraties libérales occidentales (c'est mon cas) sans oublier pour autant qu'il peut arriver finalement que nous soyons protégés par ce qui s'appelle : "État de droit". MM. Zig & Puce devrai(en)t faire l'expérience d'aller vivre et travailler dans nombre d'États étrangers pour y sentir la différence. Et je suis bien conscient néanmoins que la mésaventure arrivée aux quatre de Tarnac était rien moins qu'agréable à vivre et ne plaide pas en faveur de la République.

Daniel Couégnas,
Vervalle, Augne.

Le capitalisme est-il l'horizon indépassable de notre temps ?

A Eymoutiers, pendant 4 jours, du 20 au 23 septembre, quatre auteurs et un film tenteront de répondre à cette question. Le jeudi 20 septembre à 18h cela commencera par une rencontre avec Charles Reeve, auteur de *Le socialisme sauvage* (au foyer de la Mairie, niveau 0). Puis vendredi 21 à 18h, au même endroit, avec Jacques Wajnsztein pour *Mai 68 à Lyon et le mai rampant italien*. Samedi 22 à 15h30, dans la salle des expositions de la mairie, Michèle Riot-Sarcey, historienne, interviendra sur le thème : "les chemins de la liberté en question, de 1848 à Notre-Dame des Landes". Dimanche 22, à 18h, Serge Quadrupani présentera son dernier ouvrage *Le monde des grands projets et ses ennemis* (au foyer de la Mairie, niveau 0). Ces quatre jours d'échanges et de réflexion se termineront le lundi 23 au cinéma Jean Gabin avec la projection du film de Hervé Le Roux, *Reprise*, un voyage au cœur de la classe ouvrière.



"Les films, le football, la bière et, surtout, le jeu, formaient tout leur horizon et comblaient leurs esprits. Les garder sous contrôle n'était pas difficile." Ce n'est pas de moi mais de Georges Orwell - 1984.

Hé ça marche toujours ! Hein ! les lobotomisés de la macronie ! Comme vous êtes restés scotchés devant votre téléloche à bouffer du Roland-Garros, de la coupe du monde de foot et du tour de France, Manu 1^{er} a continué ses singeries habituelles dans l'indifférence générale !

Nous vivons dans un pays de maso, plus on les fouette, plus ils en redemandent !



Franchement :
1 - Roland-Garros a bénéficié d'une assistance médicale plus importante que les urgences de la Pitié-Salpêtrière,
2 - regarder des milliardaires jouer à la baballe pour le "sport" le plus corrompu de la planète,
3 - voir défiler des pharmacies à vélo pendant 3 semaines,
il y a pas de quoi être fier !

Effectivement je m'interroge !



Et pendant ce temps là, Manu 1^{er} et ses sbires continuent de sévir, son âme damnée Collomb, plus national que socialiste, gaze, matraque, frappe, expulse sans une once d'humanité ! Ces transfuges d'un parti socialiste moribond révèlent leur vraie nature, des êtres abjects qui se multiplient dans toutes les strates du pouvoir, du ministre au simple gendarme !

Buvons à la santé de l'ultra gauche de Faux la Montagne

m.bernard

Vous pouvez effectuer le règlement de votre abonnement en ligne en utilisant le compte **helloasso** mis à votre disposition sur notre site. Nous avons changé d'organisme de paiement en ligne, plus proche de nos valeurs. HelloAsso est la première plateforme de financement participatif dédiée aux associations et a été créée afin d'offrir à toutes les organisations la possibilité de se financer grâce au numérique via une solution complète, simple et gratuite.
<https://www.helloasso.com>
 Paiement sécurisé.



Verified by
VISA

MasterCard
SecureCode

L'abonnement est la meilleure solution pour soutenir IPNS et être sûr de bien recevoir tous les numéros !

IPNS ne vit que par ses lecteurs et compte donc sur eux ! Votre abonnement est indispensable à l'existence du journal !

Tous les anciens numéros sont consultables sur notre site : <http://journal-ipns.org>

Vous pouvez contacter IPNS en écrivant à l'adresse courriel suivante : contact@journal-ipns.org et nous suivre sur Facebook : <https://www.facebook.com/journal.ipns/>



IPNS

Trimestriel édité par l'association IPNS. Clin d'oeil à "Imprimé Par Nos Soins" que connaissent bien les associations, notre titre décline différemment ses initiales dans chaque numéro. Directeur de publication : Michel Lulek - 23340 Faux la Montagne.

Mise en page graphique, illustrations : Michel Bernard et Philippe Gady.
Imprimerie : Rivet Presse Edition - Limoges, labellisée Imprim'vert.
Commission paritaire : 1022 G 81 797 - ISSN : 1635-0278.

<http://journal-ipns.org>



IPNS - Je m'abonne !

Nom :

Prénom :

Adresse :

Courriel :

Abonnement pour 1 an (4 numéros), ordinaire 14 € ☐ , de soutien 20 € ou + ☐

Abonnement pour 2 ans (8 numéros), ordinaire 28 € ☐ , de soutien 40 € ou + ☐

Bon à retourner à : IPNS - 23340 - Faux la Montagne

SNCF : inventaire avant fermeture

Alors que le rapport Spinetta propose d'abandonner un certain nombre de petites lignes de chemin de fer (dont la ligne Eymoutiers-Ussel qui traverse le Plateau), un vieil usager pose un regard désabusé sur ce qu'est devenu aujourd'hui le "service public" ferroviaire. En trois trajets (Felletin-Limoges, Eymoutiers-Limoges puis Limoges-Brive), il nous embarque pour un état des lieux du réseau de transport régional, vu depuis le siège d'un voyageur. Pas encourageant !

Sur la ligne de bus Felletin-Limoges

Comme le transport public est à l'honneur depuis quelque temps, prenons donc le bus. Sur la ligne Felletin-Limoges, une centaine de kilomètres, nous voilà à l'arrêt quasi en rase campagne de Courcelles, commune de St-Michel-de-Veisse, dans la Creuse. Il fait beau ce matin-là ; nous partons pour Limoges. Le car arrive pratiquement à l'heure. Avant d'attaquer le marchepied, une voix annonce que nous allons voyager avec la Région Nouvelle Aquitaine. Nous ne sommes donc plus dans l'ignorance. Dans les marches, se signale un imposant appareil de validation. Derrière le pare-brise trônent quatre appareils de vente. Le chauffeur sort du vide poche le boîtier à carte bancaire. La voix annonce le prochain arrêt : St-Georges-la-Pouge. Nous sommes partis pour 1 heure et 26 minutes de route. Derrière le volant, le personnage a quelque chose de rassurant, voici longtemps que nous le voyons. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on connaît les liens qui relient la sérénité à la stabilité. La ligne existe depuis longtemps ; les points d'arrêt étaient plus nombreux autrefois. Depuis toujours on parle du "car de Felletin". Nombre d'entre nous se souviennent du car vert avec des pneus sur le toit pour le garage à Sauviat-sur-Vige ou ailleurs, dans la soute à bagages des pièces de carrosserie laissées sur le trottoir à St-Léonard-de-Noblat et des colis pour Bourgneuf par exemple.

Il fut un temps où la SNCF gère la ligne avec ses propres tarifs, le prix du voyage étant alors plus avantageux qu'aujourd'hui. Nous arrivons à Bourgneuf Gare Routière, qui bientôt n'aura plus de routière que le nom tant la surface réservée à l'évolution du véhicule se rétrécit petit à petit. Puis St-Léonard-de-Noblat ;

après l'arrêt gendarmerie, jusqu'aux faubourgs de Limoges nous n'avons plus ; les limitations de vitesses et les aménagements de la route doivent y être pour beaucoup. Arrivons avec un peu de retard à Limoges au Ciel (Centre intermodal d'échange de Limoges) dans la cour de la gare des Bénédictins. L'escalator pour monter au niveau du hall de la gare ne fonctionne plus depuis pas mal de temps ; nous avons le choix entre l'ascenseur ou l'escalier. Pour ceux qui sont intéressés, le car continue jusqu'à la place Winston Churchill, autre lieu de correspondance entre bus. Le lieu porte mal son nom, car si le Vieux Lion disait "No sport", là c'est plutôt le contraire. Comme pour la fête où y aller ne pose pas de problème, l'inconvénient est d'en revenir... Pour repartir à midi ou le soir, ce n'est pas le petit coup de trop qui trouble la vue, c'est qu'il faut avoir l'œil pour savoir où attendre votre bus. Au milieu de la circulation, ces derniers abordent des trottoirs faisant office de quais. Il faut déambuler par les passages piétons et bien regarder les panneaux lumineux. Au retour, au passage à Bénédictins, à partir de midi les cars Macron, Ouibus, Flexibus, etc, paradent.

Sur la ligne SNCF Eymoutiers-Limoges

Cette fois ci nous devons faire un petit voyage jusqu'à Brive. Comme on ne compte pas trop les kilomètres au pays, et que l'attente à Limoges est trop importante si nous prenons le car, nous avons pris notre billet à l'avance de la gare d'Eymoutiers à Brive-la-Gaillarde.

Mais c'est jour de grève ; il faut se méfier, France 3 Limousin n'a rien dit, alors ! Eux,



c'est du sérieux ; on ne badine pas avec l'information régionale. Qui plus est, le ciel est pénétré de conjonctions cosmiques favorables. A la gare d'Eymoutiers, comme partout, les places de parking sont rares ; par contre une aire de covoiturage conséquente trône à proximité, un brin arrogante. Le lieu a bien changé. Voici quelques dizaines d'années, c'était ouvert tôt le matin et tard le soir. Les daniels en tôle rouge et blanc qui réglaient la circulation, silhouettes d'un autre âge, ne fleurissent plus le bord des quais. Aujourd'hui, un agent est là en journée, en semaine seulement. Un automate, lorsqu'il n'est pas en panne, assure la continuité de la délivrance des billets. A l'utilisation, on comprend que seul le fabriquant a fait une affaire... Le train annoncé au programme minimum arrive à l'heure, 18h53. La voie ferrée

longe la vallée de la Vienne, masse brune, monotone, qui fait surgir la mélancolie chez le voyageur, pour peu qu'il n'ait pas prévu d'occuper son esprit. Comme pour le bus, le nombre d'arrêts a diminué. La cabine de conduite de l'automoteur est ouverte, l'homme est en short - signe des temps... ou du temps. Autrefois, le mot est bien commode, le trajet durait moins longtemps. Il y a peut-être une explication : pour tous les véhicules, y compris le vélo, la réactivité pouvait être constante, plus naturelle, et la volonté de rattraper un retard par exemple, plus tenace, voire facilitée par l'obligation de réussir. Réussir à assurer la correspondance

à l'arrivée, alors que dans notre monde d'aujourd'hui, si brillant d'automatisme, l'emploi du mot correspondance n'a plus la même importance. Ceci étant dû évidemment à la suppression de

nombreuses lignes par la SNCF, encouragée par l'Etat. La voix hachée de la contrôleur égraine le nom des gares. Quelques-uns de nous secouent en vain la poignée de porte des WC qui sont condamnés. Interpellée au passage, la contrôleur énonce les attendus du tribunal : manque d'eau... C'est vrai que nous sommes en période de sécheresse. On ne peut pas être en grève et demander à ce que tout fonctionne normalement !

Direction La Gaillarde

Questionnée sur les correspondances, l'agent nous informe, après avoir titillé son portable, que le train pour Brive a 20 minutes de retard. Au défilé des gares, nous voyons de gros tas de traverses, de cailloux, le tout séjournant là depuis longtemps. A l'arrêt St-Denis-des-Murs, le résident a apparemment colonisé la gare. Cela se rencontre de plus en plus souvent à travers la France. Lui, il la joue gentil pied à terre tolérant l'usager. Plus loin, nous longeons la gare de triage du Puy l'Imbert, inactive depuis longtemps. Arrivons en gare de Limoges. La voix annonce la correspondance pour Paris, les autres lignes comptent donc pour peu. La gare est plutôt déserte, si ce n'est quelques TER qui ont jugé opportun de laisser ronfler les gros moteurs diesel pendant des dizaines de minutes, histoire de dégager un peu de bruit et de chaleur. Il faut bien montrer que le train c'est écologique. Histoire aussi de faire la nique à quelques héroïques autocollants avec la cigarette barrée de rouge qui attirent le regard. Un agent est présent sur le quai. Polo en jupette par dessus le pantalon, radio dans la main gauche et entre les doigts de la droite, cigarette avec filtre jaune - enfin quelque chose de cohérent. A quelqu'un qui demande pour un billet, il répond que là haut (dans le hall) il n'y a personne. Le hall, nous nous y rendons justement pour éteindre notre soif et dans le même temps faire du commerce. Effectivement, il n'y a personne. Cela veut dire que la grève est suivie, contrairement à ce que dit TFI. Sur la porte des guichets, un papier indique que la délivrance des billets est finie depuis 16 h. Heureusement les distributeurs de bois-

sons de chez "Selecta" sont toujours là, mais seule la chopine d'Oasis qui apparaît à l'ouverture du couvercle doit sa chance au fait qu'elle était à un prix abordable.

Le train pour Brive finit par arriver. Après le départ, un contrôleur passe rapidement, prestement interpellé par un quidam sans doute inquiet qui tente de lui montrer son billet. Il lui répond d'un mouvement du poignet projetant nonchalamment les doigts vers le haut, geste voulant dire let's go. Nous sommes rassurés par son attitude on ne peut plus cohérente. En gare de Brive, rien ne transpire d'anormal, c'est la grève... La gare du riant portail du

midi est calme. Il résulte de tout cela qu'offrir un prix de transport accessible à tous n'est pas chose facile. Les entreprises sont en restructuration permanente. Au routier les géants avalent les petits sans augmenter les salaires pour autant. Pour les lignes régulières, dont nous parlons, les appels d'offre font la loi, toujours au moins disant bien sûr. Au ferroviaire, alors que voici 25 ans, le rapport Guillaumat préconisait le vide dans le grand Massif Central, les Régions ont tout de même taillé dans le vif. Voir, pour nous, comment se rendre à Clermont d'Eymoutiers ou de Lacelle. Seule embellie, la réouverture, à grand frais il est vrai, de la ligne Oloron-Sce-Marie à Bedous dans le Béarn. Mais on verra sûrement encore longtemps le car attaquer derrière le chasse neige la gentille route qui monte au col du Somport, comme voici bientôt 50 ans...

Jean Bussie

2 % des voyageurs

Les petites lignes représentent en France 9 136 km du réseau ferroviaire, soit 32% du réseau national. Mais seulement 9% de la circulation des trains (en moyenne 13 par jour contre 39 et 96 sur les lignes dites intermédiaires et 111 sur les lignes à grande vitesse) et 2% des voyageurs. À l'opposé, 90% des voyageurs circulent sur 30% du réseau.

Deux cafés offerts par la Région et la SNCF

Comment faire des économies pendant l'été sur un billet Limoges-Eymoutiers dont le coût est de 9,90 € ? En achetant un billet "Passavert" Limoges-Vassivière ! Vendu au prix de 7 € il vous permet de venir en train jusqu'à Eymoutiers et de pouvoir ensuite monter dans la navette qui vous emmènera au lac de Vassivière. Mais si vous préférez rester siroter un café sur la place du champ de foire, rien ne vous oblige à pousser plus loin. Vous économiserez le prix de votre café et pourrez même vous en offrir un deuxième !

Les migrants ne nous sont pas étrangers

Pour en parler
RV à la Fête de
la Montagne
limousine à
Lacelle

Sur le Plateau de Millevaches, un mouvement se construit depuis plusieurs années pour accueillir les exilés qui échouent dans nos campagnes et dont quelques-uns souhaitent s'installer ici plus durablement. Cet été, ce mouvement a pris un tour nouveau en affichant clairement la couleur : "Il n'y aura plus d'expulsions sur la Montagne limousine !"

Tout a commencé il y a quatre ans lorsque l'État, en quête de lieux pour réceptionner les migrants qui arrivent en France, a décidé d'implanter ici et là des centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA). Chez nous : à Eymoutiers d'abord, puis à Peyrelevade. Quelques temps plus tard, l'évacuation de la "jungle de Calais" était à l'origine de la création du Centre d'accueil et d'orientation de Peyrat-le-Château. Très vite, des habitants, voisins de ces centres, ont fait connaissance avec les personnes qui y arrivaient. Pour répondre aux besoins de ces réfugiés qui ne connaissaient personne ici, ils se sont organisés. Des associations "Montagne accueil solidarité" et des antennes de la Cimade se sont créées dans ces trois communes. Des groupes informels également dans d'autres communes (Faux-la-Montagne, Tarnac, Royère-de-Vassivière, Saint-Martin-Château, Felletin...). Une véritable solidarité s'est développée, des liens de sympathie sont nés, des déboutés ont été accueillis ici ou là. Bref, quelque chose d'assez naturel s'est produit. Quand des individus rencontrent d'autres personnes en difficulté, en règle générale ils cherchent plutôt à leur filer un coup de main.

Coup de pied

Le problème est que la politique migratoire de la France conduit plutôt à leur filer un coup de pied. Emmanuel Macron, en même temps (!) qu'il se permettait de donner des leçons de morale aux Italiens qui refusaient en juin d'accueillir les réfugiés récupérés en mer par le bateau humanitaire l'Aquarius, faisait adopter sans difficulté une nouvelle loi sur l'asile particulièrement restrictive. Alors qu'il déclarait le 15 juin, à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre italien, vouloir "assouplir le règlement de Dublin", qui implique que le premier pays d'arrivée d'un migrant soit celui qui examine sa demande d'asile, la préfète de la Creuse, Magali Debatte, en raidissait l'application dans son département trois semaines plus tard en tentant d'expulser un Soudanais accueilli à Faux-la-Montagne depuis 8 mois. Malheureusement, ce dernier n'était pas le seul à en souffrir. La nouvelle préfète se félicitait même qu'en Creuse les quotas de "dublinés" soient largement dépassés ! Bref, la logique de l'État et celle d'un certain nombre de citoyens, une fois encore, entraient en collision.

Raide préfète

Le lundi 25 juin, le Soudanais en question, hébergé à Faux, était convoqué à la gendarmerie de Royère pour se voir notifier sa prochaine expulsion vers l'Italie où il avait mis pied à terre après une périlleuse traversée de la Méditerranée (en moyenne, 1 migrant sur 18 se noie au moment de la traversée). Surprise des gendarmes lorsqu'ils ont vu débarquer, aussitôt le jeune homme entré dans leurs bureaux, quelques 150 habitants des environs venus manifester leur opposition à l'expulsion de leur voisin et ami. Ce dernier est ressorti libre... parce qu'il n'y avait plus de place dans un centre de rétention, ce lieu de "privation de liberté" (une prison, quoi) dans lequel on parque les personnes avant de les mettre dans un avion pour les réexpédier d'où ils viennent. Pas vraiment une victoire pour les défenseurs du jeune homme... D'autant que la nouvelle préfète de la Creuse diffusait le jour même un communiqué sec et péremptoire en affirmant que Noordeen Essak (c'est le nom du jeune homme que, par souci de protection du réfugié en cas de malheur d'un retour au Soudan, ses défenseurs se gardaient bien de rendre public, précaution inconnue du côté de Magali Debatte) serait bien "transféré" en Italie. 15 jours plus tard, le 9 juillet, même topo à la gendarmerie de Felletin cette fois. Une convocation, 200 soutiens de Noordeen et une préfète toujours aussi raide. Elle savait que le surlendemain, mercredi 11 juillet à minuit, elle ne pourrait plus l'expulser... et a tout fait pour lui trouver une place dans un avion. Pas question pour elle de laisser le jeune homme à Faux-la-Montagne où pourtant il est accueilli, où il s'intègre parfaitement avec trois autres réfugiés soudanais comme lui, où il apprend le français et participe à de nombreuses activités locales.

Quand des individus rencontrent d'autres personnes en difficulté, en règle générale ils cherchent plutôt à leur filer un coup de main

Si la préfète de la Creuse fait montre d'un zèle particulièrement féroce, les autres préfetures de la région appliquent peu ou prou la même politique...



Collision

Résumons la suite de l'affaire qui a été largement médiatisée. Devant la détermination des manifestants, la préfète a décidé de jouer le grand jeu et d'envoyer entre 60 et 80 gendarmes pour disperser la manifestation et permettre l'expulsion de Noordeen Essak en pratiquant un trou dans le grillage à l'arrière de la gendarmerie. Un gendarme de Guéret raconte : "À 18h, mon unité est appelée en renfort sur la communauté de brigades de Felletin (...). Nous avons rendez-vous à un endroit convenu à l'avance à l'entrée de l'agglomération de Felletin." Là il y retrouve des dizaines de collègues venus de Saint-Vaury, Dun-le-Palestel, d'autres gendarmeries de Creuse et même de Haute-Vienne. "À 20h, nous recevons l'ordre de nous rendre au niveau de la brigade de gendarmerie de Felletin". Et c'est là que se produit la collision : coups, gaz lacrymogènes, évacuation musclée (des manifestants jetés à terre, blessures...). Il suffit pour se rendre compte de ce qui s'est passé de regarder le reportage de Télé Millevaches (<http://telemillevaches.net/videos/felletin-9-juillet-2018>). Le lendemain la préfète de la Creuse se félicitait du travail des gendarmes et justifiait l'expulsion de Noordeen Essak en s'emballant les pinceaux, accumulant erreur sur erreur. Elle indiquait par exemple qu'il avait déposé sa demande d'asile en Italie, ce qui est faux, une erreur parmi d'autres qu'ont relevées avec précision les défenseurs du réfugié, qui organisaient une semaine plus tard une conférence de presse également visible sur Télé Millevaches (<http://telemillevaches.net/videos/fiche-es-f-comme-fraternite>). Le lendemain la préfète stigmatisait les manifestants (dont plus de la moitié étaient des habitants et habitantes de Faux-la-Montagne) en disant qu'ils n'étaient en réalité pour la plupart pas de Faux mais des militants de "l'ultra-gauche"... Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage.

de Felletin". Et c'est là que se produit la collision : coups, gaz lacrymogènes, évacuation musclée (des manifestants jetés à terre, blessures...). Il suffit pour se rendre compte de ce qui s'est passé de regarder le reportage de Télé Millevaches (<http://telemillevaches.net/videos/felletin-9-juillet-2018>). Le lendemain la préfète de la Creuse se félicitait du travail des gendarmes et justifiait l'expulsion de Noordeen Essak en s'emballant les pinceaux, accumulant erreur sur erreur. Elle indiquait par exemple qu'il avait déposé sa demande d'asile en Italie, ce qui est faux, une erreur parmi d'autres qu'ont relevées avec précision les défenseurs du réfugié, qui organisaient une semaine plus tard une conférence de presse également visible sur Télé Millevaches (<http://telemillevaches.net/videos/fiche-es-f-comme-fraternite>). Le lendemain la préfète stigmatisait les manifestants (dont plus de la moitié étaient des habitants et habitantes de Faux-la-Montagne) en disant qu'ils n'étaient en réalité pour la plupart pas de Faux mais des militants de "l'ultra-gauche"... Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage.

Tout ça pour ça !

Pendant ce temps, le Soudanais, entravé pendant tout son voyage jusqu'à Paris, frappé au passage par un gendarme, sera remis en liberté à l'aéroport de Roissy... Revenu en Limousin le 23 juillet pour faire reconnaître par le tribunal administratif de Limoges son droit à déposer sa demande d'asile en France, il assiste alors à un petit coup de théâtre : la préfecture de la Creuse fait machine arrière moins d'une heure avant l'audience et affirme que Noordeen peut désormais déposer sa demande d'asile (ce qu'il a fait depuis). Ainsi tout ce tintouin et toute cette énergie pour au final aboutir sur ce qui aurait pu être octroyé sans problème ! La préfecture a clairement perdu la bataille sur ce cas. Mais elle ne change pas sa politique pour autant. Et si la préfète de la Creuse fait montre d'un zèle particulièrement féroce, les autres préfetures de la région appliquent peu ou prou la même politique... C'est la raison pour laquelle, au-delà du cas de Faux-la-Montagne, les habitants et habitantes engagées dans l'accueil des personnes exilées sur le territoire ont décidé

d'afficher haut et fort leur volonté de ne pas obéir aux injonctions inhumaines de reconduite à la frontière de personnes qui, en fuyant leur pays, ont fui légitimement la guerre, la misère et la mort. Ce texte, "Il n'y aura pas d'expulsions sur la Montagne limousine" (voir page suivante), peut être signé par tous ceux qui s'y reconnaissent en se rendant tout simplement sur le site d'IPNS (www.journal-ipns.org).

Michel Lulek



Où est la violence ?

Lors de la manifestation de Felletin, l'auteur de cet article, qui faisait partie des personnes venues manifester, a été interpellé et gardé à vue durant trois heures. Il comparaitra devant le tribunal correctionnel de Guéret le jeudi 4 octobre à 15h sous les chefs d'inculpation suivants : "violence sur personne dépositaire de l'autorité publique" et refus de se soumettre à un prélèvement ADN (une mobilisation de soutien sera organisée dont les éléments seront fournis sur le site d'IPNS). La préfète, le lendemain même de l'opération de Felletin, n'a évoqué que "la violence dont ont fait l'objet les forces de sécurité." La réponse du berger à la bergère n'a pas tardé : "Qu'en est-il par contre de la violence dont Monsieur Essak est actuellement victime, traîné par les gendarmes pour être transféré en Italie ? Dont la difficile et patiente reconstruction à Faux vient d'être brutalement interrompue ? Qu'en est-il de la violence faite aux habitants de Faux et des environs qui connaissent bien Noordeen et à qui on a arraché ce soir-là un ami ? Qu'en est-il de la violence exercée par les 60 à 80 gendarmes mobilisés pour une opération militaire d'envergure (plus de vingt véhicules motorisés, l'usage de gaz lacrymogènes - qui sont des armes chimiques -, des personnes brutalement jetées à terre) alors que pendant toute l'après-midi, le rassemblement bon enfant et pacifique des familles et amis réunis devant la gendarmerie espérait encore un geste d'apaisement de la part de la représentante de l'État ? Qu'en est-il enfin de cette violence faite à des citoyens révoltés qui pensent que leur devoir est d'empêcher l'ignoble, d'autant plus quand la loi rend possible une telle chose ?"

Il n'y aura pas d'expulsions sur la Montagne Limousine !

Aussi loin que l'on puisse remonter, la Montagne Limousine a été une terre d'émigration, mais aussi une terre d'accueil pour toutes sortes de migrants, d'exilés. Voici quelques années que la "question migratoire" refait son apparition sur les plateaux de la Montagne limousine sous un jour nouveau. Il y a trois à quatre ans, des centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) ont ouvert dans plusieurs communes de la Montagne et de sa périphérie. Suite à l'expulsion militaire du campement informel de migrants de Calais, qui réunissait près de 9000 personnes, s'y sont ajoutés, comme dans de nombreuses campagnes françaises, les très mal-nommés "Centres d'Accueil et d'Orienta-tion" (CAO). Dans les communes qui se portèrent alors candidates à accueillir de tels centres et dans les communes avoisinantes, des collectifs, des initiatives plus individuelles ont fleuri pour organiser l'hospitalité et la solidarité avec ceux et celles qui arrivaient sur notre territoire sans l'avoir choisi. Des centaines d'habitants de la Montagne se sont ainsi coordonnés, parfois avec le soutien d'élus locaux, pour faire une place à ces nouveaux venus. Cours de français, activités diverses, repas conviviaux, transports ont été mis en place par des collectifs d'habitants solidaires. Puis, assez vite, avec l'inéluctable arrivée des premiers "déboutés" du droit d'asile, et leur sortie des dispositifs d'accompagnement légaux, habitat, subsistance, assistance juridique et morale se sont improvisés, de la même manière. Ce qui relevait des gestes les plus simples, les plus humains dans les premiers temps, s'est progressivement mué en une nécessaire organisation à la marge de la légalité. Légalité qui ne laisse que peu de place à l'expression d'une véritable solidarité avec les exilés, voire qui bien souvent la condamne, la poursuit.

Alors qu'une certaine mansuétude semblait caractériser l'application de la loi dans notre région dans la période récente, un certain nombre de personnes demandeuses d'asile et déboutées ont décidé de rester, de s'installer sur nos plateaux, dans nos communes pour le plus grand plaisir de la plupart des habitants, heureux d'accueillir et d'accompagner cette

incontestable source de vitalité, de joie et d'ouverture culturelle. Nous leur avons, de multiples manières, fait place dans nos vies, ils et elles en font désormais partie intégrante. Il n'y a plus que des écarts d'ordre "légaux" entre eux, elles et nous.

Alors quand nous réalisons ces dernières semaines, qu'un tour de vis annoncé par le gouvernement depuis longtemps sur la "politique d'accueil" produit ses premiers effets visibles sur nos amis, nous ne pouvons réprimer plus longtemps notre colère. Nous les avons accueillis sans demander l'autorisation à personne, nous nous sommes organisés pour rendre

Nous serons de celles et ceux qui feront tout pour que les obligations de quitter le territoire français ne soient pas suivies d'effet

leur vie ici possible même si nous ne sommes pas encore parvenus à lever toutes les difficultés causées par leur statut "légal". Nous avons bien compris que l'opération catastrophique de maintien de l'ordre du 9 juillet 2018 à Felletin, en Creuse, valait comme un avertissement. Mais renvoyer, ou laisser renvoyer, les gens qui ont tout fait pour en partir, dans des pays où ne les attendent que persécutions, misère, torture et mort, n'est toujours pas, pour nous, un choix envisageable.

Nous, habitants et amis des diverses communes de la Montagne et de ses alentours, avons donc décidé de répondre aux obligations de quitter le territoire français (OQTF), émis par les préfectures dont chacun de nos villages dépendent, de la même façon que nous avons répondu à cette situation jusque-là. Nous n'en tiendrons aucun compte. Mieux, nous serons de celles et ceux qui feront tout pour qu'elles ne soient pas suivies d'effet. Il n'y aura pas d'expulsions d'exilés sur la Montagne limousine, qu'on se le dise !

Nous appelons tout le monde, partout, à faire de même, à exercer ce "devoir de fraternité" dont de lointaines révolutions nous ont laissé l'héritage.

* Conseil constitutionnel, décision n°2018-717/718 QPC du 6 juillet 2018.

Chroniques d'exils



Qu'un sang impur.....

Lors du dernier sommet européen des 28 et 29 juin 2018 sur les migrations, consécutif à la tentative de laisser périr en mer les naufragés recueillis par les navires des ONG, les dirigeants européens ont choisi de céder aux exigences des gouvernements xénophobes qui veulent à tout prix maintenir l'Europe fermée, et de rejeter toujours plus de responsabilités vers des pays situés hors de l'Union européenne (UE).

L'accord prévoit notamment

- des "centres contrôlés" pour les demandeurs d'asile et les migrants dans les États de l'UE.
- des "plateformes de débarquement régionales" pour débarquer les personnes secourues en mer en dehors de l'Europe.

Encampement

Ainsi la réponse de l'Europe à la détresse des personnes en exil est l'encampement en Europe ou dans des pays tiers (la Lybie, de sinistre réputation, semble exclue de ce projet mais de justesse...). En Europe, ces camps (hotspots) qui existent déjà en Grèce et en Italie sont en fait des lieux d'enfermement, de tri, d'identification (prises d'empreintes parfois violentes en Italie) et d'expulsion où l'étude de la situation des personnes est réduite à la portion congrue. Les conditions de vie y sont atroces : surpeuplement, promiscuité, manque de nourriture et d'hygiène et donc violence et révoltes. Les relocalisations se font au compte-goutte et les durées de séjour dans les camps grecs sont infinies.

La création de hotspots dans les pays de transit (comme Agadez au Niger) pose aussi de nombreux problèmes du fait du tri effectué et du peu de personnes retenues. Les relocalisations ne sont pas à la hauteur des besoins. Les aides promises ne suivent pas. De plus l'ingérence dans la politique intérieure de ces pays est très mal vécue d'autant plus qu'il existe un espace de libre circulation entre les pays de l'Afrique de l'Ouest. Le climat d'insécurité de certains pays pose aussi question.

"L'étranger c'est l'ennemi"

"Beaucoup d'entre nous sont à la merci de cette idée que "l'étranger c'est l'ennemi". Le plus souvent cette conviction sommeille dans les esprits comme une infection latente ; elle ne se manifeste que par des actes isolés sans liens entre eux, elle ne fonde pas un système. Mais lorsque cela se produit, lorsque le dogme informel d'une conception est promu au rang de prémisse majeure d'un syllogisme, alors au bout de la chaîne logique il y a le Lager [camp en allemand] ; c'est-à-dire le produit d'une conception du monde poussée à ses plus extrêmes conséquences avec une cohérence rigoureuse ; tant que la conception a cours, les conséquences nous menacent. Puisse l'histoire des camps d'extermination retentir pour tous comme un sinistre signal d'alarme." Primo Levi (Si c'est un homme).

Primo Levi mais aussi Scholastique Mukasonga, rescapée du Rwanda démontrent que pour que le système fonctionne il faut aussi déshumaniser les personnes, les réduire à la condition de sous-humain (untermensch en allemand), en faire des objets de dégoût et de mépris qu'il faut éliminer comme des nuisibles (l'inyenzi, cafards au Rwanda).

Aujourd'hui, l'exilé est désigné comme ennemi (envahisseur terroriste potentiel, destructeur d'une prétendue culture européenne). On l'enferme dans les conditions sus-décrites, l'expulse, l'empêche par tous moyens d'aborder en Europe (noyade mais aussi barbelés des pays de l'Est de l'Europe).

On va jusque lui refuser les droits minimums : de soins, d'hébergement, de douches, de latrines, manger par terre après avoir fait la queue avec sa gamelle, gazage (Calais et campements parisiens).



Crime contre l'humanité

Le Tribunal permanent des peuples (TPP) est un tribunal d'opinion indépendant des États qui répond aux demandes des communautés et des peuples dont les droits ont été violés. Il se compose de personnes venues du monde entier. Le but des audiences est de "restauration l'autorité des peuples lorsque les États et les organisations internationales ont échoué à protéger les droits des peuples". Les sentences prononcées sont remises à plusieurs instances telles que le Parlement européen, la Cour européenne des droits de l'Homme, les commissions de l'ONU, aux organisations internationales et régionales, aux organisations humanitaires, etc. Le dernier TPP, consacré aux droits des exilés, considérant que l'ensemble des migrants forme un groupe, s'est réuni les 4 et 5 janvier 2018 à Gennevilliers. La sentence finale retient contre "l'Union européenne et les États qui la composent, dont la France", la qualification de "complicité de crime contre l'humanité". Le tribunal recommande la "révision immédiate de tous les accords passés entre UE et pays tiers" pour externaliser ses frontières. Ou encore, la ratification de la Convention de 1990 sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants, dont aucun Etat membre n'est aujourd'hui signataire.

Cimade Eymoutiers : eymoutiers@lacimade.org - 06 41 45 66 17
 MAS Eymoutiers : contact@assomas.fr - 06 78 73 53 04
 Cimade Peyrelevade : peyrelevade@lacimade.org - 07.78.54.28.74
 MAS Peyrelevade : lemaspeyrelevade@riseup.net

Terres Communes à défendre

De Notre-Dame-des-Landes à la Montagne limousine, et retour

Pour en parler
RV à la Fête de
la Montagne
limousine à
Lacelle

Le calendrier de cette rentrée fait qu'un important rassemblement de soutien à la zad de Notre-Dame-des-Landes, intitulé Terres Communes, se tiendra le dernier week-end de septembre, en même temps que la quatrième édition de la fête de la Montagne limousine à Lacelle. Ce pourrait être l'occasion d'affirmer, depuis là où nous nous tenons, ce qu'ont en commun ces deux territoires – peut-être avant tout, le fait d'être profondément habités par ceux qui y vivent, avec une même volonté d'y construire des mondes qui valent d'être défendus, sans pour autant s'extraire des tumultes du Monde.

Dernières nouvelles de la zad

Rappelons la dernière séquence de la lutte à la zad : en début d'année, annonce de l'abandon du projet d'aéroport accompagnée de déclarations gouvernementales sur un prochain "retour à l'état de droit" dans la zone occupée ; affirmation réitérée, de la part des occupants et de nombreux soutiens, de leur détermination à rester sur place après l'abandon du projet afin que puisse perdurer la dynamique collective initiée dans le cours de l'opposition ; mise en place de négociations par l'État et la Préfecture contraints de prendre acte de la poursuite des occupations ; nombreuses manifestations de solidarité malgré la défection d'une partie des "historiques" ; conflits au sein du mouvement d'occupation, destruction par les autorités d'une partie des lieux de vie et poursuite des stratégies de division ; poursuite des mobilisations de soutien, reconstructions, départs, signature de conventions d'occupation précaires qui couvrent la quasi totalité des terres du mouvement ; poursuite des activités sur la zone et maintien sur place d'un nombre presque constant de défenseurs de la "zone à défendre", inscrits ou non dans le processus des conventions.

La période actuelle est donc cruciale, et le rassemblement de fin septembre en sera une étape essentielle. La zad de NDDL n'est plus aujourd'hui une "zone d'aménagement différé" : l'aménagement y a repris, et dans les formes les plus brutales. Le gouvernement a fait détruire des lieux d'habitation, dont certains avec l'ensemble de leurs infrastructures (agricoles par exemple, comme à la ferme des 100 Noms), pour la seule raison que le mouvement voulait affirmer la force du collectif contre l'injonction à l'individualisation. Les conventions d'occupation précaires qui ont été acceptées l'ont été sur des bases individuelles, malgré la grande habileté des occupants à les entremêler. Pis : ces conventions seront à renégocier ou à confirmer dès la fin de cette année. En outre, au mois d'octobre, le COPIL ("comité de pilotage" institutionnel comprenant notamment la Préfecture, la chambre d'agriculture et les syndicats agricoles) va décider du destin des terres de la zad, avec le risque qu'elles soient désormais confiées à des personnes ou structures n'ayant nullement participé à les préserver contre le projet d'aéroport. En prenant leur temps, avec assurance, le gouvernement et la préfecture cherchent à faire rentrer dans le rang une zone certes fragilisée, mais toujours bien vivante. Une zone qui a été et demeure un lieu majeur d'affirmation et d'inspiration pour des formes politiques déterminées à tenir ensemble la vie et la lutte, qui prennent à bras-le-corps les questions des communs, de l'auto-organisation sans délégation, du lien entre des habitants et leur territoire vivant, mais qui ont aussi su se jeter dans les luttes et multiplier les rencontres et complicités avec ceux qui par-tout, aussi, se battent.

De la zad au Plateau : persévérer, se tenir ensemble

Ces éléments font aussi partie de ce que nous voulons affirmer avec la fête de la Montagne. Si l'entreprise de réaménagement que subit la zad était imposée aujourd'hui dans nos contrées, elles risqueraient bien d'en sortir amoindries, voire expurgées de ce qui en fait un "territoire rebelle". Un certain nombre d'autorités s'échinent à faire de la zad une zone agricole conventionnelle et productiviste, mettant à mal tous types d'expérimentations (sur les plans agricole, de l'habitat, de la forêt), et voulant écarter les projets artisanaux ou culturels, et surtout non-lucratifs... Imaginez un tel tour de vis sur le Plateau, avec ses exigences de rentabilité, son lot de déclarations et de formulaires à tout-va et à tous endroits, un nom exigé derrière chaque "collectif", une scrutation paranoïaque et opportuniste des autorités sur la soumission aux règles les plus absurdes et pointilleuses (en matière d'urbanisme, de production et consommation de

produits fermiers ou artisanaux, d'événements ouverts au public), un autoritarisme revendiqué sur ce que doit devenir le territoire ! La résistance sur la zad nous a maintes fois inspirés dans nos rebellions : il ne s'agirait pas de s'en détourner à l'heure où elle est appelée à se réinventer sur de nouvelles bases avec tous ceux qui ont cru sincèrement à un

devenir post-aéroport. D'autant que ce qui lui arrive pourrait aussi nous tomber dessus à brève échéance, voire même, commence déjà à poindre dans certains discours colonialistes de la nouvelle préfecture de la Creuse ou dans les prises de positions vindicatives de certains élus corréziens hostiles à toute contestation. Il y a malheureusement trop de Cas-

sandre qui n'ont pas perçu que la zad n'était pas "finie", mais toujours "sur la brèche", "en devenir", et que ce devenir dépendait largement des appuis et des gestes qui l'aideraient à ne pas se faire digérer peu à peu par la machine capitaliste-démocratique, à ne pas se sentir seule face à elle. De même que le Plateau demeure lui aussi toujours sur la brèche, en devenir, contrairement à ce qu'ont pu affirmer d'autres Cassandre qui ont voulu y dénoncer un "marketing territorial" sans conséquences. La période récente de mobilisations sur le Plateau, tant pour l'accueil sans conditions des exilés, que contre le pillage du territoire et de ses ressources, aura assez démontré que nous savons garder ou retrouver le cap. Elle démontre s'il en était besoin que c'est notamment une affaire de persévérance et de manières de se tenir ensemble face à l'adversité. De même que l'organisation sur la zad de "rencontres intergalactiques" en cette fin août, où ont convergé plusieurs centaines de personnes, tout comme la poursuite de la quasi-totalité des activités collectives mises en place sur la zone, montrent qu'elle n'est pas du tout prête à abandonner ce qui en a fait le terreau d'une lutte victorieuse.

Communes présences

Les 29 et 30 septembre, que ce soit à la fête de la Montagne ou au rassemblement pour des Terres Communes, les habitants de deux bouts de pays éloignés de 500 km revendiqueront donc (au sens d'affirmer, au sens où l'on "revendique" quelque chose qui existe déjà et qu'on refuse de céder), en même temps et chacun à leur manière, leur légitimité à décider de leurs façons de vivre ensemble, de prendre soin de leurs espaces de vie, de persévérer dans leurs combats, contre l'autoritarisme des aménageurs et des politiques. Cette concordance pourrait devenir encore plus visible en mettant en place les conditions d'une réelle présence de la zad lors de la fête de la montagne, et du plateau lors du rassemblement à la zad : rédaction et

échange de messages de soutien, retransmission d'émissions de radio en direct ou en différé, récit d'aventures communes entre la zad et le plateau, mise à disposition de cartes et documentation... Ne serait-ce qu'au regard des dix dernières années, entre l'opposition à certains grands projets néfastes (aéroport ou usine à charbon), le foisonnement de structures d'autoproduction et de lieux collectifs, la recherche de bases collectives d'organisation (textes en 6 points et processus d'assemblées à la zad, plateforme en six points et assemblées sur le Plateau), l'accueil et le soutien concret envers les exilés et naufragés du monde entier, les occasions d'initier ou de poursuivre des échanges avec ce qui se trame dans le bocage nantais ne devraient pas manquer.

Les gouvernements se durcissent, le monde se referme, et il est sans doute plus que temps de resserrer les liens entre les territoires en bataille – pour autant que le nôtre, et d'autres encore, arrivent vraiment à éclore et à persister dans leurs combats. Cet article se veut une première contribution en ce sens, et un appel à ce que celles-ci se multiplient.

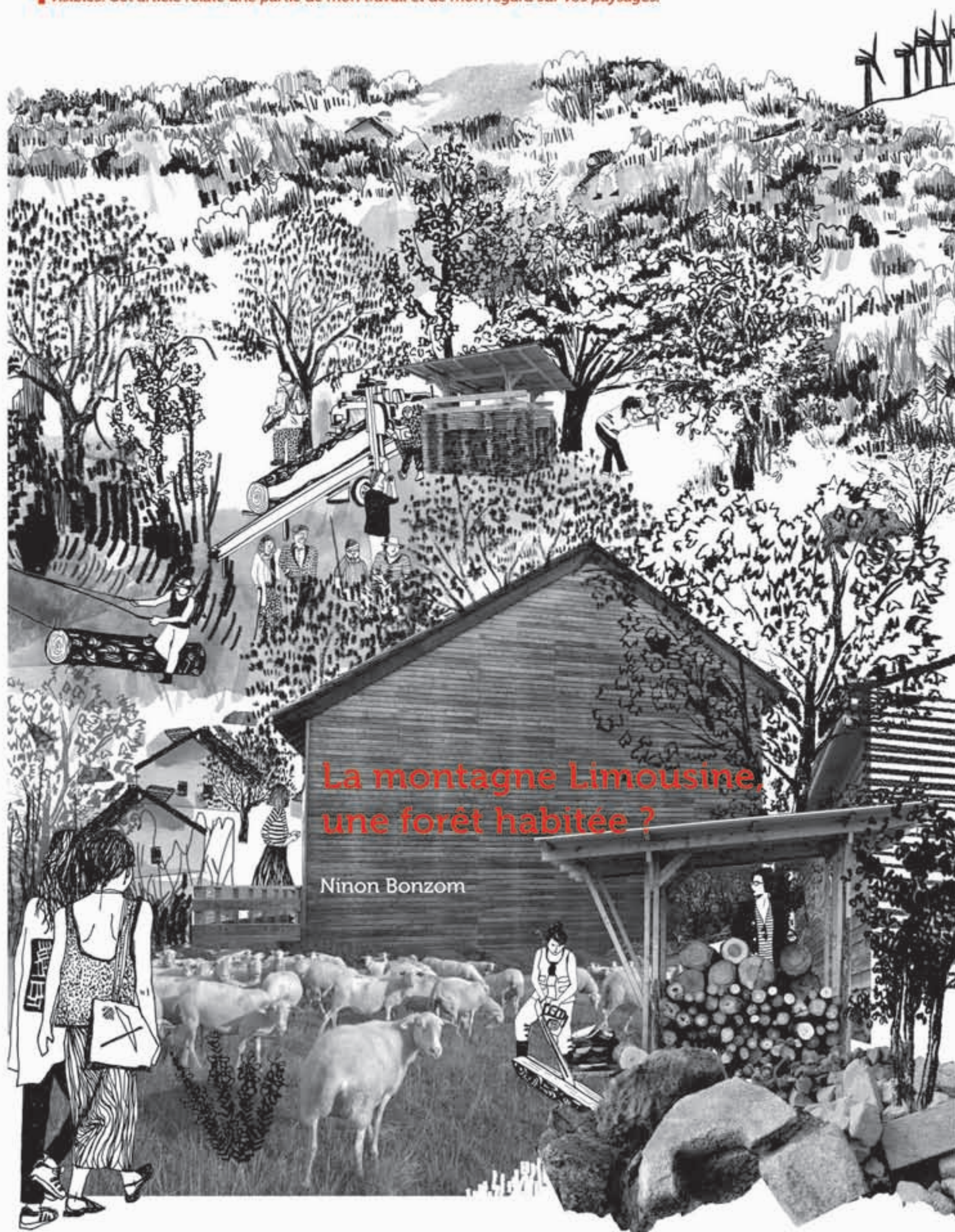
Des membres de l'amicale PZP
(plateau-zad-plateau)



La cabane du plateau à la zad



J'ai été bercée par les paysages forestiers du plateau dès mon enfance, en vacances chez mes grands parents. Aujourd'hui, je suis "ingénieur paysagiste", diplômée de l'école Nationale Supérieure de la Nature et du Paysage de Blois. Le paysage désigne une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de la nature et ses dynamiques profondes, mais aussi de l'action anthropique dans le temps. J'ai tenté de raconter ces interrelations entre les habitants et la forêt pour mon diplôme de fin d'études. La Montagne Limousine est un paysage humain : lorsqu'on le fréquente, que l'on connaît les hommes et les femmes qui, au quotidien, y habitent, avec leurs rêves, leurs utopies et leurs projets, on n'embrasse plus du même regard cette montagne. Le paysage devient humain, on le nomme, il est tangible, en mouvement. Je peux commencer à y esquisser des contours, comme une petite bulle qui s'échappe du reste du monde. Parce que ce qu'il se passe ici est parfois très différent des autres territoires, j'ai voulu raconter ces singularités et les rendre visibles. Cet article relate une partie de mon travail et de mon regard sur vos paysages.



La montagne Limousine, une forêt habitée ?

Ninon Bonzom

UNE RELATION ENTRE L'HOMME ET LA FORÊT QUI ÉVOLUE



Le paysage de la Montagne limousine est un paysage isolé et boisé de moyenne montagne, à l'écart des pôles urbains du Massif central, les ressources de la Montagne Limousine sont relativement convoitées. Le pays riche en eau, en minerais et en grands espaces se retrouve frappé par un exode rural considérable. Sa population a drastiquement chuté avant même la première Guerre Mondiale.

L'exode rural ne finit pas, la population est vieillissante et les volets des maisons fermés.

Conjointement à cette perte massive d'habitants, de grands projets d'aménagement du territoire sont menés dans les années 1950 : on voit fleurir barrages hydroélectriques, reboisements monospécifiques résineux, ainsi que mines d'uranium sur l'ensemble du Limousin.

Pourtant, malgré ce constat, certaines petites communes voient leur population s'accroître depuis quelques années grâce au solde migratoire positif et aux politiques d'accueil mises en œuvre par les élus.

Le plateau dispose d'une certaine autonomie et ouverture d'esprit de ses habitants, loin des clichés qui opposent la ville à la campagne. Le nombre important d'associations est significatif de cette dynamique rurale.

Aujourd'hui le plateau est le fruit de plusieurs épisodes et conjonctures humaines marquantes.

À la période gallo-romaine, les

populations pratiquaient l'élevage extensif et la culture de céréales, le paysage était déboisé et ouvert. Ces traditions agricoles se sont poursuivies jusqu'à la fin du XIXe siècle. Chaque village possédait des terres gérées collectivement, appelées

"biens sectionnaux", pour pouvoir faire pâturer leurs bêtes. La pression sur les terres, par nature assez pauvres sur ce socle granitique, était telle que les habitants n'arrivaient plus à cultiver suffisamment pour subsister dans un climat rude, entraînant une migration saisonnière vers les grandes villes pour pratiquer d'autres travaux (maçons, scieurs de long, fiacres et cochers).

Cette tradition migratoire a basculé de saisonnière à définitive à partir de 1860, entraînant une désertification des campagnes massive.

Dans les années 1930, le projet éminemment politique de reboisement de la Montagne Limousine, porté par l'élu communiste Marius Vazeilles, a voulu

mettre un frein à l'exode. Dans son ouvrage *Mise en valeur du Plateau de Millevaches* (1932), Vazeilles proposait "d'installer une forêt paysanne" qui permettrait aux paysans de la Montagne Limousine d'exercer une double activité tout en mettant en valeur des terrains improductifs ou abandonnés. Cette forêt fournirait un revenu,

jouerait le rôle de Caisse d'Épargne et in fine stopperait l'exode".

L'ambition de forêt paysanne de Vazeilles n'a pas fonctionné longtemps... Depuis cinquante ans, l'approche sylvicole est technique. Les reboisements sont fortement subventionnés par le Fond National Forestier (l'État) dans les années 1950, essentiellement résineux, en futaie régulière. Arrosés de pesticides et d'engrais pour booster la rentabilité des champs d'arbres, ils nuisent gravement à la qualité des sols et des eaux et accentuent la monotonie et la fermeture des paysages. Le taux de boisement atteint jusqu'à 80 % dans certaines communes qui n'excédaient pas 5 % de boisement au début du XXe siècle : c'est une véritable «inversion paysagère» (C.Labrué, 2009).

On assiste à la même période à une évolution des profils de propriétaires forestiers sous l'effet de deux facteurs : le changement de générations (héritage foncier revendu) et l'adaptation au nouveau monde capitaliste et aux nouvelles techniques mécanisées. Une partie des propriétaires reboiseurs (qu'ils soient paysans, résidents ou déracinés) ont laissé place aux propriétaires gestionnaires et opportunistes, qui voient la forêt comme une aubaine financière (exonération d'impôt à hauteur de 70%) et de rentabilité à moyen terme.

Face aux transformations radicales des paysages et à la négation de l'organisation ancestrale rurale, collective et pastorale du terroir, l'appropriation des paysages est

de plus en plus difficile par les habitants. Certains n'acceptent plus que leurs horizons soient obstrués par des sapins Douglas, de voir des grumiers sillonner et abîmer les petites routes du plateau, que les acteurs de la filière bois ne prennent pas mieux en compte les enjeux socio-écologiques des forêts et leur rôle multifonctionnel. Ils n'acceptent plus la gestion simpliste en coupe rase et reboisement monospécifique devenue souvent systématique.

Si l'on ajoute à cela les problèmes écologiques que la forêt industrielle implique, à savoir l'érosion des sols, la pollution des cours d'eau et la perte de biodiversité, une prise de conscience des intérêts écosystémiques des forêts et des paysages en général est amorcée. Depuis plusieurs années, des associations environnementales, certains gestionnaires et propriétaires se saisissent de la question épineuse de la forêt. La filière bois se retrouve confrontée à l'intrusion de la société dans les questions de gestion et de politique forestière.

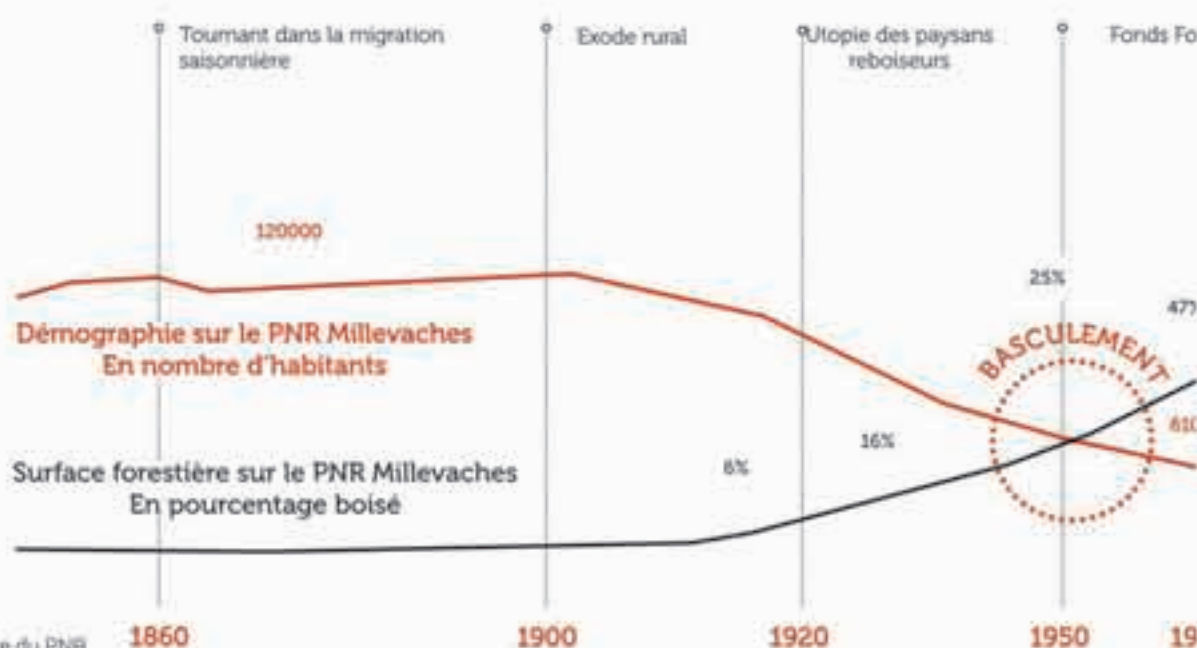
Dès lors, comment imaginer la forêt comme outil d'apaisement social, en mobilisant les acteurs de la filière et les habitants ? Peut-on espérer un retour à la forêt paysanne, utopie originelle de Marius Vazeilles ? Comment remettre en question 50 ans de gestion industrielle face aux enjeux climatiques de demain ?

Peut-on espérer un nouvel équilibre des écosystèmes socio-forestiers, une symbiose entre l'homme et l'arbre pour la Montagne Limousine ?

Depuis l'avènement de la société industrielle, la réalité forestière est tout autre.

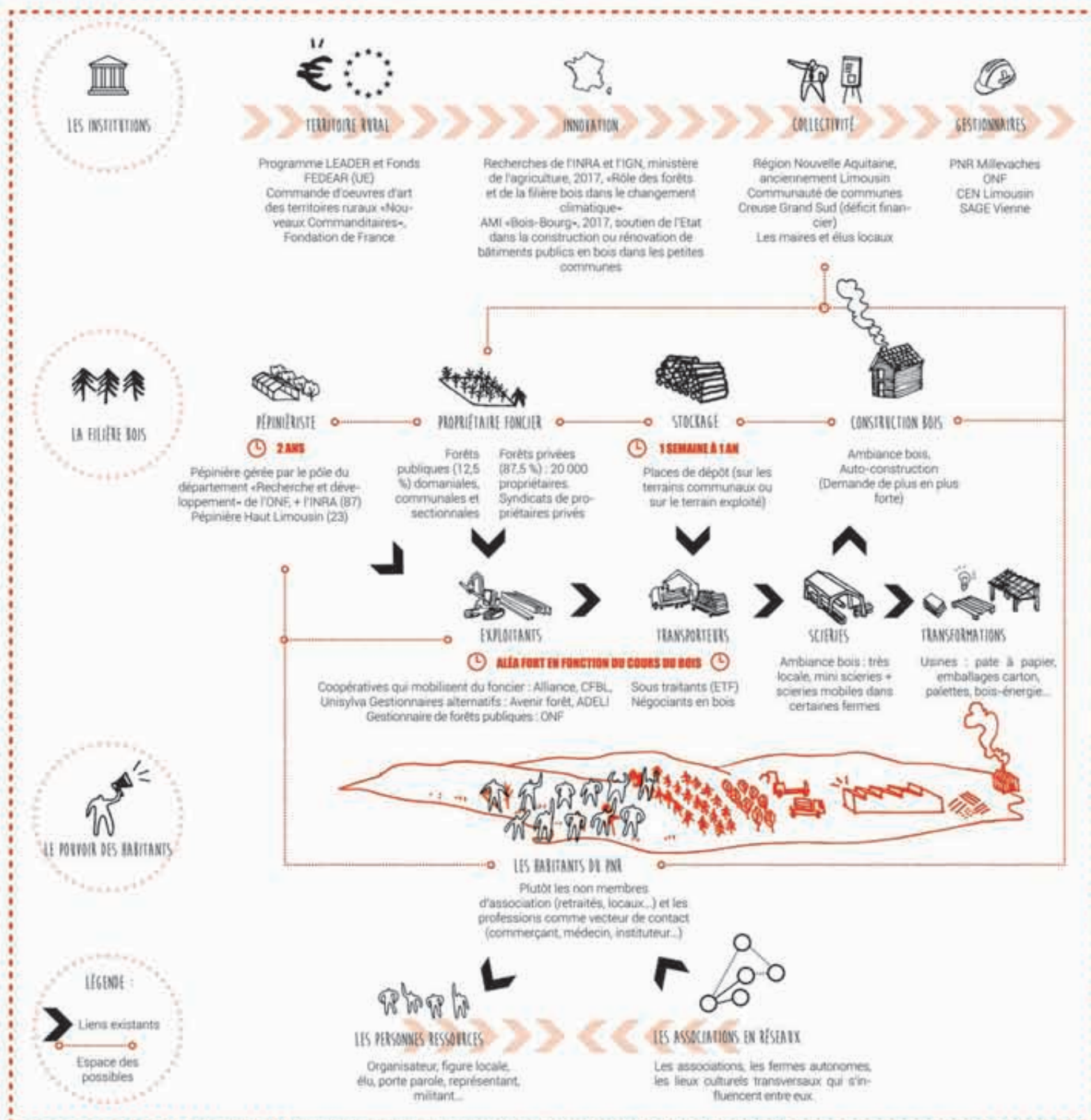


Temps de déplacement en voiture sur le territoire du PNR, d'après le PNR et l'IGN, modifié

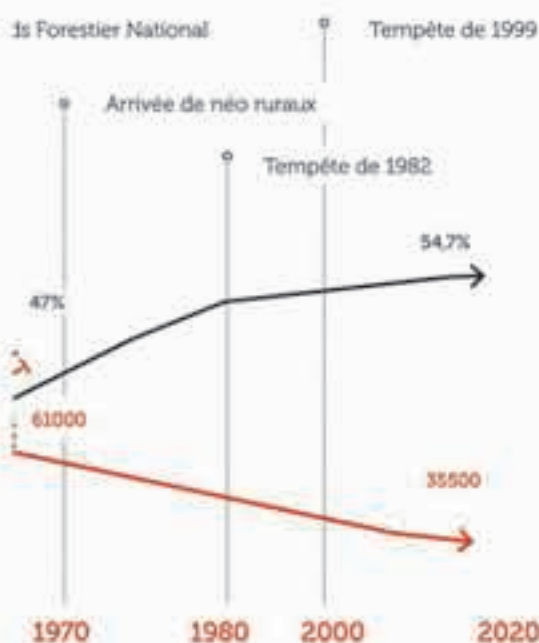


RELATIONS ENTRE LES ACTEURS DU PAYSAGE

En rencontrant les acteurs de la filière bois, je me suis rendue compte que de réels enjeux sur l'espace et le temps existaient : places de dépôt de bois, gestionnaires forestiers, construction bois, scieries... Un écosystème humain et forestier existe, mais reste parfois cloisonné. Un sentiment de dépossession des paysages est ressenti par certains habitants et pose la question des communs : les paysages sont-ils des communs ? Je pense que les paysages, parce qu'ils répondent à des besoins humains sociaux fondamentaux, peuvent être considérés comme des communs. Dès lors, comment mieux impliquer les acteurs institutionnels et les habitants dans les décisions qui touchent à l'avenir de nos forêts ?



LES CHIFFRES QUI RACONTENT L'INVERSION PAYSAGÈRE



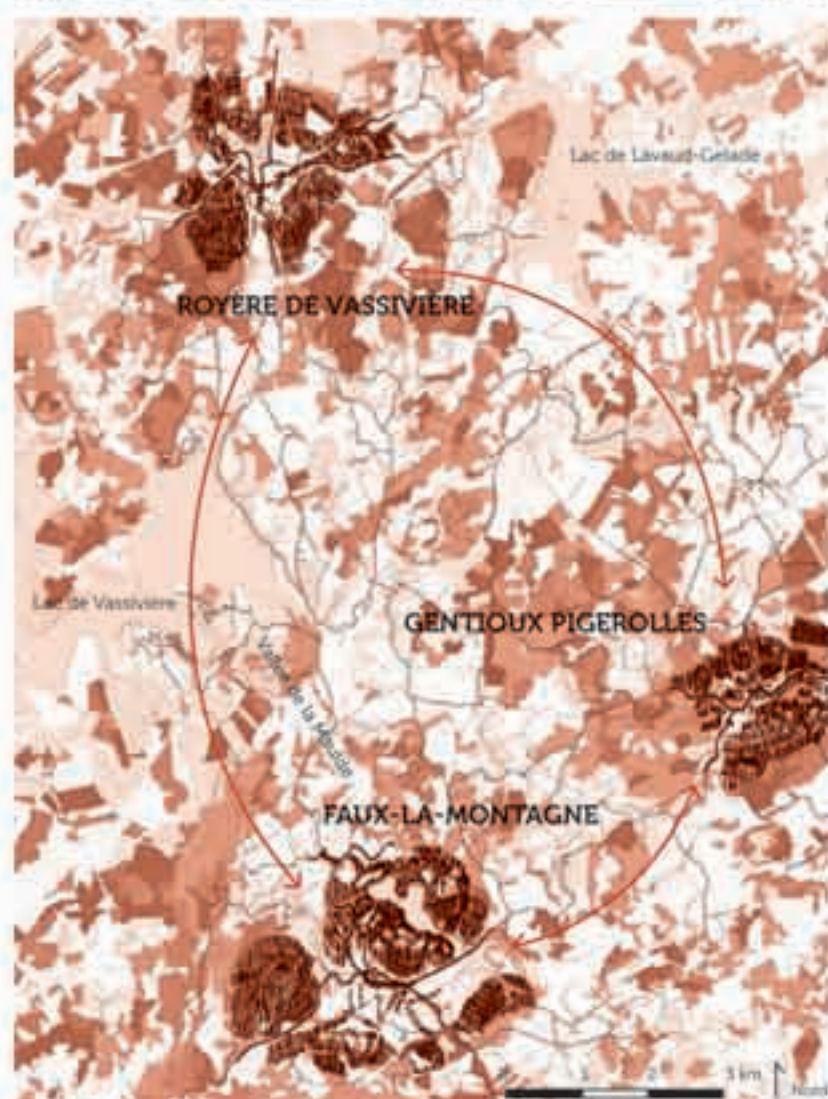
En comparant la courbe démographique du plateau de Millevaches et la courbe du taux de surface boisée du PNR, un déséquilibre apparaît à la fin des années 1940. Cette inversion des courbes révèle que la progression de la forêt est la conséquence d'un abandon du territoire par ses habitants. L'évolution des paysages dans l'espace d'un siècle souligne la fragilité de ce territoire, sa nature instable. Le basculement de la société rurale à la société urbaine laisse une empreinte profonde et sans précédent sur les écosystèmes et les relations qu'ils entretiennent avec les humains. L'abandon massif des terres agricoles par les paysans laisse la forêt s'installer. D'une utopie de paysan-

reboiseur jusqu'à l'enrésinement industriel, les habitants voient leurs paysages leur échapper. La forêt est devenue un sujet dont la société civile s'empare. Le paysage est une affaire culturelle, le reflet de notre rapport à la société. Mettre les habitants face à leurs paysages, c'est les mettre face au monde actuel : quel projet de société voulons nous construire, quel projet de paysage voulons nous dessiner ? La question n'est pas de renier le caractère forestier du plateau, mais bien d'être exigeant sur la qualité de nos forêts, de ses ourlets, ses interactions avec les espaces ouverts. Dans l'imaginaire collectif, elle représente un bien commun et un espace "sauvage". Certains acteurs

de la filière la voient comme un champ productif et économique. Deux visions de la forêt s'opposent. Quelle marge se dessine entre ces deux visions pour un avenir forestier commun ?



BASSIN DE VIE DU PLATEAU DE GENTIOUX : LES CLAIRIÈRES HABITÉES



L'ESPACE ET LE TEMPS : LA FABRIQUE DES PAYSAGES À PLUSIEURS ÉCHELLES



L'ÉVOLUTION LENTE DES PAYSAGES

L'échelle du bassin de vie, entre les villages. L'enjeu est de fabriquer un projet de territoire intercommunal, qui tende vers une nouvelle économie locale et qui conforte les relations entre les acteurs forestiers et les habitants. Cette évolution du grand paysage s'appuie sur une temporalité lente, à l'image d'un temps forestier.



L'ÉVOLUTION DE LA CLAIRIÈRE, LE TEMPS D'UNE GÉNÉRATION

L'échelle de la clairière, du village. L'enjeu est d'accompagner un village, comme laboratoire des formes de contact avec les forêts. L'idée est de faire basculer le regard vers la forêt, comme stratégie de reconquête des paysages. Les habitants et les futurs habitants seront fortement impliqués pour gérer durablement les espaces communs.



L'ÉVOLUTION DE LA LISIÈRE, LES PETITES COUTURES ENTRE LES ÊTRES

Celle de la lisière, du lieu de vie. L'enjeu est de rendre des actions concrètes, opérationnelles, à petite échelle. Par des petits gestes, retrouver des formes d'autonomie en s'impliquant sur son lieu de vie afin de créer des contacts entre écosystèmes.

Peut-on imaginer un "effet tache d'huile" ?

Depuis les petites choses locales et des micro-transformations villageoises jusqu'aux grands paysages...une utopie réalisable ?

UNE ÉCONOMIE DE TERRITOIRE À ACCOMPAGNER PAR L'ÉVOLUTION DES PRATIQUES SYLVICOLES



FAUX-LA-MONTAGNE, LA CLAIRIÈRE VILLAGEOISE

J'ai choisi les deux lisières des versants boisés de Faux-la-Montagne afin de proposer des actions pour habiter la forêt et permettre la rencontre entre les écosystèmes. Les trois étapes de fabrication d'un projet sont : la conception, la mise en œuvre et l'usage. Ces trois processus doivent, à mon sens, être menés par un même groupe d'humains pour trouver un équilibre, une justesse, une gouvernance durable. Le "concepteur" est donc à la fois l'habitant, qui fait usage des lieux, et à la fois celui qui construit, qui met en œuvre le projet. J'aimerais pouvoir mettre en place des ateliers avec ceux qui ont envie de réfléchir collectivement à l'évolution de leur village, de la conception à la mise en œuvre du/des projet(s).

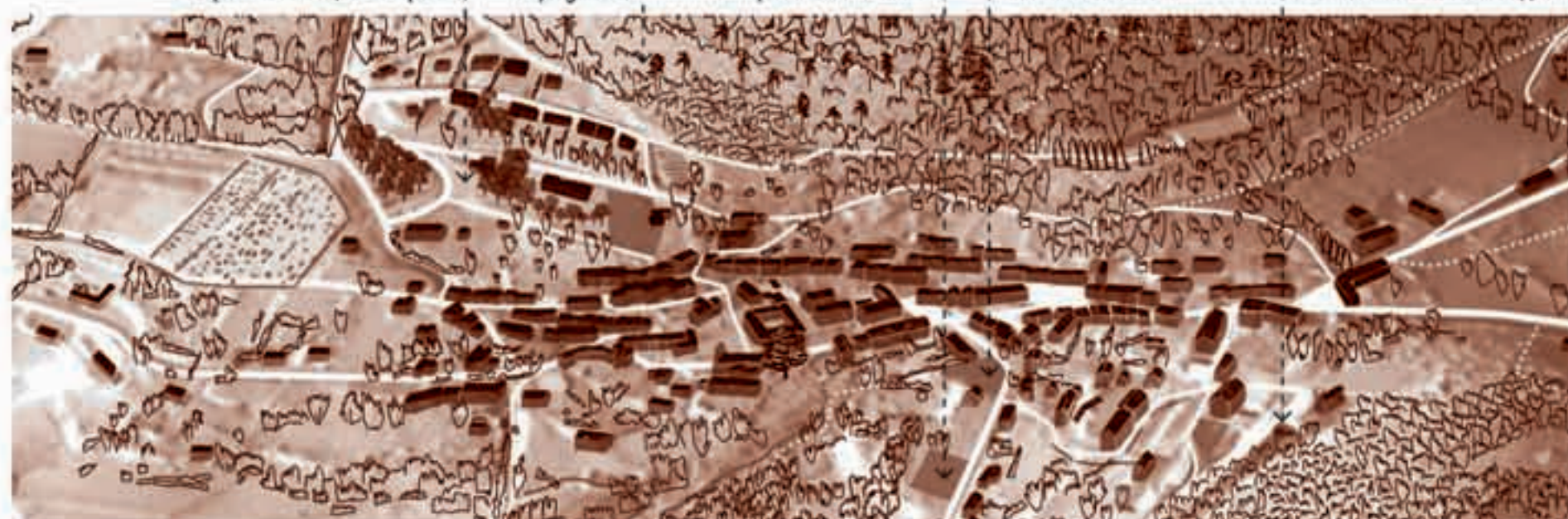
Le quartier du four à pain ;

Le puy Faux ;

La place en chantier ;

Le marché abrité

Le belvédère de la chaufferie





Adresse d'un groupe de lycéens aux "responsables de rien du tout"

Peu disposés à se contenter de la construction du socialisme dans un seul canton, Zig et Puce n'ont pu s'empêcher de prendre leur part, avec leurs complices, aux événements du printemps 2018. Quand éclata la polémique autour du rôle de tel ou tel sbire élyséen dans l'écrasement du 1^{er} Mai à Paris, ce furent évidemment des lycéens de leurs amis qui se virent accusés d'avoir ourdi le désormais fameux rendez-vous de la Contrescarpe. L'affaire prenant un tour à la fois démesuré et conjuratoire, les lycéens en question proposèrent au journal *Le Monde* une petite mise au point. Le "journal officiel de tous les pouvoirs" les fit lambiner jusqu'à ce que l'affaire refroidisse, si bien qu'ils renoncèrent à une publication à contre-temps. Exceptionnellement, devant l'intérêt du texte, Zig et Puce cèdent la parole à de plus jeunes, mais non moins avisés. Après tout, on ne voit pas pourquoi le lecteur d'IPNS n'aurait pas droit à ce que l'on refuse à celui du *Monde*.

Il n'y a pas d'"affaire Benalla", il y a un pouvoir en guerre contre les révoltes logiques

On nous passera, à nous qui avons relayé un certain nombre d'appels à manifester le 1^{er} mai dernier, et plus particulièrement dans le quartier Latin, d'oser intervenir dans un débat public qui nous excède désormais si largement et où tant de gens plus éminents et plus autorisés que nous profèrent tant de profondes paroles. Pardonnez-nous de le dire crûment, mais de notre point de vue toute cette "affaire Benalla" relève de l'exercice de déni national. Ce qu'il y a de proprement scandaleux dans la "vidéo Benalla", ce n'est pas qu'un gendarme réserviste se permette de malmenager des manifestants ; le scandale, c'est ce qu'elle fait voir de la nature du pouvoir d'État en France. Et voir cela, dans le "geste citoyen" que revendique l'intéressé, est précisément humiliant pour le citoyen. Tout le débat qui se déchaîne depuis dix jours, tous les appels à "sanctionner les responsables", à punir les "dérives individuelles", et jusqu'à l'intitulé d'"affaire Benalla", ne visent qu'à revenir sur l'évidence que, pour une fois, on n'a pas pu ne pas voir. Évidence que "la souveraineté est puissance de donner et casser la loi", que toute "République s'établit par la violence des plus forts" (Jean Bodin, 1576), ainsi qu'on l'enseigne chaque jour à Science Po. Évidence à quoi s'adosse le monarque républicain lorsqu'il se proclame "le seul responsable" et met au défi ses sujets de "venir le chercher". Évidence, comme chacun le sait, que "la France reste, du sommet de l'État jusque dans les milieux qui professent le plus radicalement sa perte, une société de cour. Comme si l'Ancien Régime, comme système de mœurs, n'était jamais mort. Comme si la Révolution française n'avait été qu'une ruse retorse pour maintenir partout, derrière le changement de phraséologie, l'Ancien Régime et le dérober à toute attaque".

Que l'Élysée dépêche ses hommes de main pour aller gérer directement la mutinerie des sujets indisciplinés, que l'appareil gouvernemental déploie avant et après le 1^{er} Mai sa machine de propagande médiatique contre cette "ultra-ultra-gauche" qui ose le défi, qu'il prenne en charge depuis ses "plus hautes sphères" l'écrasement méthodique et millimétré de chacun des foyers de révolte qui se sera manifesté au printemps, voilà qui nous rappelle seulement que l'art de gouverner est bel et bien un art de la guerre, contre sa propre population. Seulement voilà, le citoyen, qui ne se laisse gouverner qu'au prix de l'illusion entretenue de sa "liberté" et de ses "droits", n'aime pas qu'on lui rappelle sa sujétion réelle. Il ne veut pas voir le pouvoir nu ; il entend que le pouvoir mette un peu les formes, qu'il se travestisse minimalement et le flatte de son importance fictive, qu'il ne déchaîne sa souveraine brutalité qu'au nom de l'"intérêt général", de l'"ordre public" ou de la "justice". Le plus grand nombre des protestations que l'on entend depuis dix jours visent une rupture intolérable dans ce pacte d'hypocrisie sociale. La vidéo de la place de la Contrescarpe n'a d'ailleurs pas fait scandale en ce que des passants suspectés d'être d'"ultra-gauche" y subissent des violences gratuites, mais à partir du moment où l'on

s'est avisé que Benalla et consorts n'étaient pas autorisés à "faire usage de la force". On s'accommode sans mal, à l'année, que police et gendarmerie tabassent, humilient, éborgnent, amputent et tuent, tant que c'est pour maintenir l'ordre dont le citoyen est censé jouir. Jusqu'au beau jour où l'innocent citoyen des terrasses, si sûr de son bon droit derrière les vapeurs de son café dûment payé, se fait gazer comme une mouche sans raison valable... On connaît la suite. Puisque le ministre de l'Intérieur se permet de nous mettre en cause publiquement depuis des mois au sujet du 1^{er} Mai et de certains "appels à l'insurrection", permettez-nous à notre tour d'exprimer notre façon de voir. Disons que nous sommes animés par un pressant sentiment d'urgence. La planète est en surchauffe avérée, les écosystèmes s'effondrent, les océans s'engorgent de plastique, les catastrophes "naturelles" se multiplient, les misères – toutes les misères – galopent, des populations en panique se jettent à la mer pour peut-être survivre, le pouvoir politique, dans son ultime discrédit, échoit de plus en plus à des fous, et pendant ce temps les puissances capitalistes déchainent leur rapacité de fin du monde plus sauvagement que jamais ; elles cherchent à gratter quelques années encore avant l'apocalypse annoncée, quelques années d'empoisonnement rentable de plus, quelques années de surexploitation supplémentaires. Nos gestes sont parfois maladroits, nos cris sont peut-être inaudibles, nos raisons généralement rendues incompréhensibles et bientôt, à coup sûr, répréhensibles. Mais si nous appelons au soulèvement, c'est que tout cela ne peut plus durer. C'est que nous avons l'impression que nos semblables se laissent endormir par les gouvernements d'un sommeil en forme de cercueil. C'est que toute cette façade gouvernementale faite de responsables de rien du tout n'est qu'un paravent de communication qui ne cherche qu'à gagner un peu de temps. C'est que lorsque chacun se décide à reprendre en main les conditions d'une survie de plus en plus menacée en cessant de déléguer à ceux qui nous ont menés au désastre l'organisation de leur existence, cela porte un nom : cela s'appelle l'insurrection, qui n'est ni le chaos ni la promesse toujours déçue d'un meilleur gouvernement. Il faut arrêter la machine, de toute urgence. L'organisation présente de la vie ne recèle à l'évidence aucun avenir. Un cauchemar climatisé reste un cauchemar. Personne ne fera notre salut pour nous.

Quant à nous, nous n'avons aucune solution, juste une perception aiguë du "problème". L'unique "solution", c'est pour chacun, depuis là où il est, de prendre à bras le corps l'abîme de la situation. Il nous faut nous réveiller, regarder le désastre droit dans les yeux, mettre fin à nos dénis. Un pouvoir en guerre ne se laisse pas destituer par des moyens pacifiques. Il faudra bien aller chercher le monarque en son palais, et abattre les puissances dont il est le pantin. Il faudra bien réparer le monde. On nous présente comme hyper-violents pour masquer le fait moins avouable que nous sommes hypersensibles.

juillet 2018



Place de la Contrescarpe - Paris 5^{ème}

Extrait d'un communiqué de presse lycéen suite à la manifestation du 1^{er} mai 2018

"Nous connaissons les communiqués de la préfecture de police autant qu'ils nous connaissent, nous nous sommes finalement habitués à y apparaître, à y être cités de manière opportune. Les diffamations médiatiques et gouvernementales ne nous étonnent plus depuis longtemps, bien qu'elles ne puissent être laissées sans réponse. Mais que de la diffamation le ministre de l'intérieur en vienne aux menaces, cela exige une correction claire et immédiate. Voici donc, concernant la journée du 1^{er} mai, plusieurs corrections :

Le problème qui s'est posé en ce premier mai aux politiques comme aux policiers, ce n'est pas le rassemblement de 1200 émeutiers, mais les 14500 personnes qui les accompagnaient et sympathisent avec leurs pratiques. On ne spéculait tant sur le "black bloc" que pour masquer l'existence, autrement plus embarrassante, du cortège de tête. Cet embarras, il est perceptible jusque dans le chiffre de la préfecture, qui doit désormais admettre qu'il y a presque autant de manifestants "hors du cortège déclaré" que dedans. Déjà en 1968, la menace politique réelle, ce n'était pas les milliers d'émeutiers, mais la compréhension qui les entourait, et qui d'ailleurs les entoure toujours. (...)

Déclarer que ce qui s'est passé ce 1^{er} mai est le résultat d'un quelconque appel n'est qu'un énième procédé visant à altérer la réalité : s'il y a un groupe d'incendiaires à l'oeuvre en ce moment en France, c'est bien le gouvernement lui-même. En matière de radicalité politique, le projet macroniste n'a pas d'équivalent. En matière de violence déchaînée, rien n'égale la brutalité du traitement policier réservé en ce moment à tout ce qui se lève. On n'avait pas vu un gouvernement aussi déterminé dans son désir d'affrontement avec la population depuis longtemps. Allumer dix foyers de révolte simultanément et se scandaliser que ça crame, c'est toute la pose hypocrite du pouvoir en place. Nous ne ferons pas au ministre de l'intérieur l'injure de lui rappeler qu'une constitution française, celle de l'an I, stipule : "Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs". Vous avez bien lu, monsieur le ministre : pour chaque portion du peuple".

Mouvement inter luttes indépendant

Usine à pellets : CIBV devra passer devant les tribunaux

Les associations Non à la Montagne Pellets, Sources et Rivières du Limousin et Corrèze Environnement ont déposé le 20 juillet 2018 un recours devant le tribunal administratif contre l'autorisation accordée par l'État à l'installation et au fonctionnement de l'usine à pellets torréfiés de Bugeat-Viam. Soutenues par l'ensemble des associations citoyennes mobilisées contre ce projet (1), elles pensent que le combat juridique porte une affirmation politique contre un modèle industriel incompatible avec la défense de l'intérêt général environnemental.

Ce recours à la justice administrative n'est pas seulement un recours technique. Il porte des moyens de droit qui peuvent permettre de répondre à la question politique éludée par certains élus, notamment du PNR Millevaches : ce type de projet industriel est-il compatible avec un développement (2) soutenable du plateau ? Car, si certains élus locaux farouches partisans du projet en appellent au "réalisme économique" court-termiste, on doit leur rappeler qu'ils sont élus pour mettre en œuvre leurs responsabilités (et non leur "pouvoir") dans le cadre et les limites du droit. C'est le principe de l'État de droit. Il en va de même pour le Préfet de la Corrèze, qui ne peut juridiquement accorder une telle autorisation qu'en respectant les enjeux, les principes et les exigences du droit de l'environnement.

Le droit de l'environnement bafoué

Car c'est bien dans ce recours en justice l'action de l'État qui est contestée, et non directement celle de CIBV. Qu'un porteur de projet industriel comme CIBV tente par tous moyens de minimiser les effets environnementaux de son activité afin de diminuer le coût des mesures de prévention qui l'accompagnent appartient à la logique économique libérale. Qu'il tente de faire supporter le coût réel de son exploitation à d'autres que lui appartient également à la logique économique du profit maximum et de l'externalisation des coûts et de l'internalisation des bénéfices. Mais c'est bien pour se prémunir des effets de ces logiques économiques que le droit de l'environnement s'est construit. C'est pour prévenir de telles pratiques que les principes constitutionnels de "prévention" et de "pollueur payeur" (3) existent. Et il appartient normalement à l'État de les mettre en œuvre avec l'aide constructive et bienveillante des citoyens dans le cadre des procédures de participation à la décision publique. Force est de constater que dans le dossier CIBV c'est l'ensemble de ce mécanisme qui a dysfonctionné : absence de processus de participation citoyenne sur la question de l'opportunité d'un tel projet (laissé donc aux seuls critères économiques de court-terme), échec du processus d'enquête publique (avec un commissaire enquêteur plus débordé par l'enjeu que par sa paresse intellectuelle), mais aussi échec des mesures de prévention du fait d'une instruction du dossier bâclée. Selon les associations indépendantes défendant l'intérêt général de la protection du bien commun et de l'environnement, c'est bien le droit de l'environnement qui a été bafoué dans l'autorisation accordée à la société CIBV. Sur les sept moyens de droit qui ont été portés devant le juge administratif à l'appui de la demande d'annulation de l'autorisation accordée à la société CIBV, nous présenterons ici les deux plus importants.

1. Le projet autorisé dépasse la seule construction d'un four de production de pellets torréfiés sur la partie Est du site de "l'ancienne gare-bois" de Bugeat.

C'est la grande supercherie de ce dossier. Afin de minimiser les effets de son projet

sur la Montagne limousine, CIBV a opéré un tronçonnage de son activité réelle, ne faisant apparaître dans sa demande d'autorisation que l'activité de "pellétisation". En accordant l'autorisation, le Préfet se fait berner puisque l'activité réelle qui en découle est bien plus importante. En refusant de discuter ce point, les élus locaux regroupés dans l'étrange association de promotion de projets privés se laissent berner par l'industriel. Il est démontré dans nos écritures devant le tribunal administratif, que la société CIBV a menti sur la réalité de son activité actuelle et future. Actuelle en mentionnant le bénéfice d'autorisations administratives qui n'existent pas en réalité. Future en oubliant opportunément de mentionner une évolution d'activités de ses filiales directement liée au projet de Viam. Par cette pratique, le débat public sur le projet n'a porté que sur l'activité de mise en place d'une unité de torréfaction de bois avec une chaudière biomasse sur la partie Est du site industriel de Bugeat-Viam. CIBV n'a ainsi déclaré que la production de 50 000 tonnes de pellets torréfiés à partir de 110 000 tonnes de bois (57 000 tonnes de "broyats" et 44 000 tonnes de "plaquettes forestières").

Une analyse plus fine du dossier (que semble n'avoir pas réalisée l'État) démontre pourtant aisément la supercherie et vient éclairer la réalité de l'exploitation industrielle autorisée dans l'arrêté du Préfet. Par cette utilisation de la pratique du "tronçonnage" du projet, à travers l'activité d'une filiale (Lyaudet Ingen'R), disparaît du dossier une grosse partie de l'activité réellement autorisée sur l'ensemble du site de Bugeat-Viam :

- Une production par la société CIBV sur l'Est du site de Bugeat de 50 000 tonnes de pellets torréfiés issus de la transformation de 57 000 tonnes de broyats produits par elle-même, et de 44 000 tonnes de plaquettes produites par la société Lyaudet Ingen'R.

- Une production par sa filiale Lyaudet Ingen'R de 114 000 tonnes de plaquettes réparties comme suit : 44 000 tonnes pour la production CIBV précitée, mais aussi 70 000 tonnes vendues à une société de Sarthe de fabrication de cigarettes reconstituées (à base de déchets de l'industrie du tabac) et à une multinationale de l'Allier fabriquant des additifs pour l'alimentation animale industrielle. Soit une production totale vendue à l'extérieur du site de 164 000 tonnes de produits finis, soit plus de 3 fois ce qui a été déclaré



dans le dossier ICPE (50 000 tonnes de pellets torréfiés) !

Cette omission a des conséquences très importantes sur l'effet global de ce projet puisque ce n'est plus au total 110 000 tonnes de ressources forestières annuelles qui sont nécessaires, mais presque le double : 180 000 tonnes !

Ces "omissions volontaires" (terme technique pour "mensonge") du dossier industriel porté par la société CIBV ont une première conséquence en droit : elles rendent illégale l'autorisation accordée par le Préfet pour cette installation qui se révèle bien plus importante que celle déclarée. Le droit de l'environnement impose en effet que "l'autorisation environnementale inclut les équipements, installations et activités figurant dans le projet du pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à ces activités, installations, ouvrages et travaux ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients."

Elle a une seconde conséquence, financière cette fois : elle rend inopérant l'accord de financement par l'État du projet dans le cadre du "projet national biomasse", car l'accord est conditionné par un prélèvement en bois sur la forêt limousine de moins de 100 000 tonnes par an (un premier projet de 200 000 tonnes avait justement été refusé à la société CIBV).

L'étude environnementale proposée sur le sujet c'est : "Coupez vous le bras et analysez ensuite les effets de l'amputation !"

2. Les effets sur la biodiversité forestière n'ont pas été pris en considération

C'est le second moyen principal de droit porté devant les juges administratifs, et un élément qui a été au cœur des débats pendant l'enquête publique. L'exploitation industrielle du bois par coupes rases et dessouchage pour un volume de 100 000 à 200 000 tonnes par an a des conséquences évidentes sur la forêt limousine. Tellement évidentes que l'ensemble des autorités publiques qui se sont exprimées sur ce dossier (Autorité environnementale, Cellule Préfectorale Biomasse, Bureau du PNR Millevaches, Préfet, élus locaux promoteurs du projet) et même le commissaire enquêteur, ont estimé nécessaire de réaliser une étude environnementale sur le sujet.

Seulement voilà : l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation est totalement muet sur la réalisation d'une telle étude ! Cela signifie que rien n'impose juridiquement à la société de la réaliser. Pire, cette étude que s'est engagé à soutenir le PNR Millevaches, contient en elle

même une absurdité technique et juridique évidente : il s'agit d'étudier sur le terrain dans les 3 années à venir les effets négatifs de l'exploitation forestière industrielle par coupe-rase et dessouchage, sur la biodiversité et les sols... Autrement dit : coupez vous le bras et analysez les effets de l'amputation en terme de perte progressive de motricité de la main !

Cette logique absurde est également totalement contraire au principe constitutionnel et aux mécanismes juridiques de prévention des effets environnementaux d'une activité : soit l'activité peut-être réalisée sans effets importants sur les sols et la biodiversité, soit elle ne le peut pas et elle ne peut pas être autorisée. L'attitude ubuesque de l'État et de certains élus locaux sur ce sujet a été rappelée par l'ensemble des associations environnementales limousines qui ont officiellement refusé en juillet 2018 de participer à une telle étude et donc de la cautionner.

Et d'autres lacunes...

Le dossier souffre encore de plusieurs lacunes juridiquement inadmissibles pour un tel projet : absence de démonstration des



Pour en parler
RV à la Fête de
la Montagne
limousine à
Lacelle

capacités financières du porteur de projet (4), irrégularité de l'avis de l'autorité environnementale (5), insuffisance de l'étude d'impact sur le volet eau (6) et bruit (7), irrégularité de l'enquête publique (8) notamment. L'ensemble de ces moyens de droit ont été exposés au juge administratif avec une grande confiance dans l'annulation à venir de cette autorisation d'exploiter illégale. Un tel projet ne peut juridiquement pas être autorisé dans le contexte environnemental national et local actuel de perte de biodiversité et d'appauvrissement des sols. Le démarrage des travaux serait, dans ce contexte, illégitime et également combattu par les associations environnementales.

Si ce recours à la justice administrative est formellement technique, il constitue également un rappel plus politique au respect des enjeux environnementaux portés par la défense de l'intérêt général face aux appétits financiers d'un seul homme bien implanté politiquement. Pour paraphraser la déclaration radiophonique récente d'un ancien ministre de l'écologie (par ailleurs industriel dans le secteur du gel douche), avec un tel projet, nos élus et responsables politiques "s'évertuent à entretenir un modèle économique marchand qui est la cause des désordres environnementaux".

Sans doute plus grave : ce recours au tribunal administratif constitue aussi le révélateur d'un échec de la démocratie environnementale, puisque ces illégalités ont été portées devant le Préfet et le commissaire enquêteur dans les maigres procédures participatives officielles (enquête publique, CODERST), comme dans celles ouvertes à notre initiative (réunions publiques, réunion avec le Préfet, échanges avec certains élus locaux ouverts à l'échange contradictoire). Cet échec est lié à la manière dont les pouvoirs publics instrumentalisent souvent la démocratie au service de la légitimation d'une décision prise trop tôt, et à leur incapacité à se renier malgré les évidences. En poussant par là-même les citoyens à se détourner des moments d'expression démocratique, c'est bien la démocratie que ces pratiques épuisent.

Antoine Gotet

- (1) Limousin Nature Environnement, Ligue pour la Protection des Oiseaux, Nature sur un Plateau, Groupe Mammalogique et Herpétologique du Limousin, notamment.
- (2) Le terme développement étant entendu ici dans son sens non dévoyé de "développement humain".
- (3) Principe imposant l'internalisation comme coût de production, des effets externes des activités polluantes.
- (4) Qui ne dispose que de 100 000 € sur les 15 millions nécessaires au projet.
- (5) Le Préfet de Région ayant illégalement joué à être une autorité environnementale indépendante conseillant l'État et donc le Préfet, comme l'a reconnu depuis le Conseil d'État.
- (6) Absence de prise en compte des effets sur les zones humides des travaux nécessaires à l'acheminement par canalisation de l'eau sur le site.
- (7) Utilisation de déchets pour construire un talus anti-bruit mal positionné et dimensionné.
- (8) Le commissaire enquêteur n'ayant répondu à AUCUN des moyens développés collectivement par 7 associations dans une contribution technique de 13 pages (classée par le commissaire dans les "pétitions").

La forêt sur tous les fronts

Les premières rencontres de la forêt qui se sont tenues fin juillet sur le Plateau durant une semaine ; l'opposition et la contre-opposition qui se sont manifestées en août autour du projet d'usine à pellets ; le dossier de ce numéro d'IPNS (pages 7 à 10) ; le film de François-Xavier Drouet, *Le Temps des forêts*, en sortie nationale le 12 septembre... La question forestière prend une place de plus en plus importante dans les débats locaux. Petit compte-rendu des rencontres.

Diverses associations et collectifs, venus des quatre coins de France, et des habitants d'ici et d'ailleurs, se sont retrouvés sur le site de l'ex-colonie de vacances EDF du Chammet (sur la commune de Faux-la-Montagne), du 23 au 29 juillet 2018. Sur ce site abandonné depuis une dizaine d'années, ils se retrouvaient pour agir ensemble et d'échanger sur les questions que soulève l'industrialisation forestière croissante.

L'implantation de ces rencontres au Chammet, magnifique site de 13 hectares, est un choix, une alerte, pour ne pas laisser à l'abandon ses innombrables structures aujourd'hui délabrées (piscine, terrain de foot, centre équestre, immense gymnase, base nautique de canoë-kayak, restaurant, hébergements pour 180 enfants, etc.), fantômes d'un passé révolu d'abondance et de luxe et témoins de la décadence d'une société de consommation des loisirs.

Les leçons d'autres luttes

L'objet de ce rassemblement était de renforcer l'opposition au projet d'implantation de l'usine de pellets torréfiés de Bugeat/Viam - CIBV - en s'appuyant sur les expériences et luttes menées sur d'autres territoires - et elles sont nombreuses ! Il s'agissait également de proposer d'autres

approches de la forêt, concrètement, sur le terrain, par des visites de parcelles autour du lac Chammet, à Gentioux, à Lachaud, à Bugeat, présentées par des techniciens, ingénieurs ou enseignants, qui ont montré des exemples d'une gestion autre que le modèle productiviste de plantations en ligne et de coupes rases à court terme. Des sorties naturalistes, botaniques, herboristes, une sortie "chasseur-cueilleur", des ateliers lecture, des discussions, des films, des exposés et conférences ont enrichi la réflexion et permis de présenter d'autres visions de la forêt. Ces rencontres ont rassemblé de 30 à plus de 100 personnes selon les sujets proposés. Durant cette semaine, les différentes associations œuvrant dans leur région contre l'exploitation démesurée des forêts ont exposé l'historique de leurs luttes souvent menées depuis de nombreuses années - de recours administratif en cours d'appel - et de leurs moyens d'action. Leurs victoires juridiques sont des leçons de persévérance, de ténacité, de solidarité et ouvrent des portes à d'autres possibles, après annulation des projets.

La tour de la discorde

Il y avait aussi dans ces rencontres un appel particulièrement bienveillant à la reprise en main de façon réfléchie et constructive de

notre territoire, de nos vies, en lien avec tous ceux qui commencent à reconstruire ailleurs un monde plus solidaire et pour lesquels apprendre et transmettre les savoir-faire sont des priorités. Ainsi le collectif Abrakadabois venu de la zad de Notre-Dame-des-Landes pour encadrer pendant la semaine l'atelier-construction d'une tour de guet qui fut érigée face au site de CIBV le jour de la clôture des rencontres le dimanche 29 juillet. La destruction de la tour par des défenseurs du projet CIBV 3 jours après sa construction montre à quel point il y a incompréhension entre différentes visions du monde et du développement du territoire. On n'en continue pas moins à croire qu'il est possible de stopper cette fuite en avant vers un productivisme effréné et de voir émerger une réelle prise de conscience. Tout semble tellement fragile et prêt à s'écrouler autour de nous, qu'il faudra de toute façon se rassembler et s'entraider. À l'issue des rencontres de la forêt un appel à la mobilisation a été lancé sous le titre "De la Montagne limousine et partout en France, phase 1 du plan vigie-pellet" (à lire ici : <https://bit.ly/2Cj6Ay5>).

Jackie Garreau

Des soutiens venus des 4 coins de France

Après la destruction de la tour de guet montée en résistance au projet de l'usine à pellets, de nombreuses associations qui ont participé aux rencontres de la forêt ont manifesté leur soutien à la lutte contre CIBV. Adret Morvan (2000 adhérents dans le Morvan) a dénoncé "les coups de force de quelques-uns qui croient défendre les emplois, alors qu'ils se font manipuler." SOS Forêt France renchérit : "Tous ceux qui croient les discours des politiques sur l'emploi se trompent. Plusieurs autres grands projets liés à la biomasse forestière le démontrent. La ruée sur la matière première bois affectera d'autres emplois existants." D'autres messages, de SOS Forêt du Sud, d'Anor Environnement, de l'association pour la restauration et la protection de l'environnement naturel du Tonnerrois ou d'Impact 33990 (Gironde), prouvent que sur le sujet de la biomasse forestière les luttes se ressemblent... et s'assemblent !

Le chant du monde ... c'était mieux avant !

Ce qui suit n'a pas grand chose à voir avec la sylviculture, l'économie, les luttes pour un environnement sain et beau. C'est plutôt de la poésie, en réalité de la philosophie. Philosophie de la vie, on l'oublie trop souvent, les arbres sont vivants, avant d'être morts. Et comment meurent-ils ?

Tenez, cette histoire de mort d'arbre, un peu triste. Du temps où il n'y avait pas encore beaucoup de résineux chez nous, et où les feuillus commençaient à gêner. "Le diable est dans les détails" écrivait Nietzsche, en voici une illustration.

"La nuit, la rivière roulait à coups d'épaules à travers la forêt. A s'avancer jusqu'à la pointe du champ. D'un côté l'eau profonde, souple comme du poil de chat, de l'autre les hennissements du gué. A toucha le chêne, il écouta dans sa main les tremblements de l'arbre.

Le temps des forêts

Sous ce titre François-Xavier Drouet présente un état des lieux de la forêt française vu du côté de ceux qui espèrent et défendent une forêt qui ne soit pas qu'une ressource de matière première à exploiter. Après une longue séquence sur le Plateau, le film nous emmène dans le Morvan, dans les Landes et dans l'Est de la France. On y croise des agents de l'ONF en révolte, un sylviculteur cynique dans les Landes, une association de citoyens dans le Morvan et même Alain Rousset, président de la région Nouvelle Aquitaine qui fait l'éloge de la forêt industrielle. Du côté des professionnels, la Fédération nationale du bois présente le film dans sa dernière newsletter avec une certaine méfiance et annonce : "Afin d'avoir des réponses à formuler sur ce type d'initiative et contrer les idées reçues, nous travaillons à la mise en place d'outils de communication pédagogique et à des partenariats avec des scientifiques qui pourraient donner une caution nécessaire aux messages que porte la filière." Le film sera diffusé lors de la fête de la Montagne limousine.

C'était un vieux chêne plus gros qu'un homme de la Montagne, il était à la "belle pointe", et déjà, la moitié de ses racines sortaient de terre.

- ça va ? demanda A.

L'arbre ne s'arrêta pas de trembler.

- non dit A., ça n'a pas l'air d'aller.

Et A. flatta doucement l'arbre avec sa longue main" (librement adapté de Jean Giono, "Le chant du monde"). Est-ce ce genre d'aventure qu'ont connu nos feuillus quand il fallait faire de la place ? Regardez bien l'image. C'est beaucoup plus beau qu'une coupe rase, pas difficile. Et pourtant, ces arbres rabougris meurent doucement en attendant de laisser le champ libre aux planteurs. Une lente agonie commence. Deux cercles à la tronçonneuse, afin d'atteindre le cœur de l'arbre ; la sève ne monte plus. Les petits frères plus loin ont subi le même sort. Tout ça pour éviter de les couper proprement. Pas de rémanents, le sol restera propre pour accueillir d'autres sapins, qu'on distingue au loin. Et les oiseaux



disparaîtraient, les insectes aussi. C'est vu du côté de Nedde et Beaumont. Cela n'a pas la gravité d'autres traitements qu'on s'approprie à faire subir aux forêts du plateau, du côté de Viam. Et pourtant cela donne aussi une sale idée de ce que l'homme peut inventer pour tuer.

Les deux Michel, alias Ricou et Emile.



L'atelier Bivouac à Saint Martin-Château

Dans le cadre du programme Vassivière Utopia mené sur trois ans par le centre international d'art et du paysage de Vassivière avec le financement de la Caisse des dépôts dans neuf communes, l'atelier Bivouac (paysagistes) est venu travailler quatre semaines en résidence à Saint-Martin-Château. A l'issue de rencontres, de balades et d'échanges avec l'équipe municipale et des membres de l'association Eclats de Rives, l'atelier Bivouac propose aux habitants de participer à la création d'une œuvre collective dans la clairière bordant l'étang de Verrières, pour conforter cet espace ouvert au milieu d'un paysage qui se referme.

La fermeture du paysage

La forêt n'a cessé de croître sur le plateau, avalant prairies et landes, s'arrêtant aux portes des villages et au bord des cours d'eau. Les horizons se sont fait rares et l'ombre s'est propagée.

La fermeture des paysages s'est imposée comme le point central de notre réflexion lors de la résidence. Nous en avons pris conscience par les discussions que nous avons eues, lorsque des anciens nous ont raconté comment la forêt avait progressé, et que sa nature avait changé, faisant disparaître les horizons.

Le terme géologique qui désigne la morphologie de ces paysages est «alvéoles». Un alvéole et non une alvéole. Un paysage constitué d'une multitude de petites cellules, closes mais ouvertes les unes sur les autres par les voies taillées par l'eau.

Malgré cette structure en alvéoles, on pouvait tout de même apercevoir depuis un hameau une maison, un village construit sur un point haut. Il existait une certaine co-visibilité entre les différentes zones d'habitat. Avec la croissance de la forêt et l'enrésinement du paysage, ces liens visuels se sont perdus, et les lieux d'habitats se sont retrouvés cloisonnés.

"En vérité, c'est tout un paysage qui nous est devenu plus lisible. Là où le lobby forestier a tendance à ne voir que des arbres plantés dans un désert humain, et où nous autres habitants avons tendance à envisager notre vie comme se déroulant sur le fond d'une «nature» immuable, nous avons découvert que l'état de la forêt, au fil de l'histoire, ne faisait qu'exprimer la façon dont le plateau était habité. L'état de la forêt est le reflet fidèle de notre rapport au territoire." Extrait du "Rapport sur l'état de nos forêts, par quelques habitants du plateau de Millevaches".

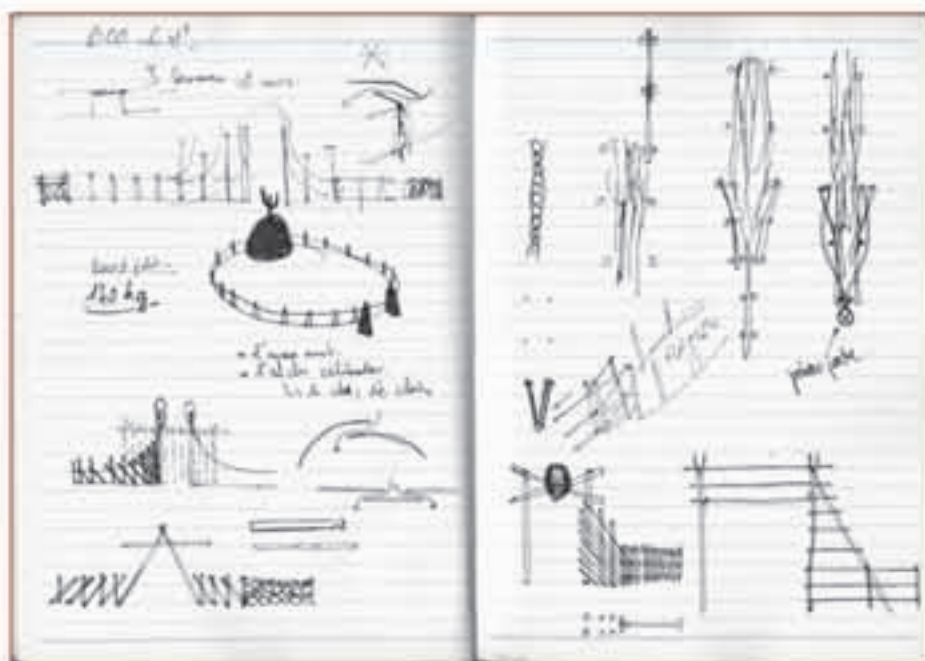
La forêt "industrielle" d'aujourd'hui pose une série de problèmes qui suscite de la colère, de l'indignation et une certaine opposition de la population pour des raisons politiques, économiques, écologiques et paysagères. Nous avons ressenti dans certains lieux un égarement, une difficulté à saisir le territoire et le sentiment que certains lieux avaient été engloutis, que quelque chose d'inextinguible, de presque surnaturel était en marche.

Plutôt que de nous inscrire dans une critique frontale du fonctionnement du système d'exploitation forestière dominant nous proposons de célébrer des espaces ouverts. Les espaces ouverts sont la condition du paysage, de l'horizon ; lutter contre l'isolement, pouvoir voir le ciel, pouvoir respirer.

Nous proposons de célébrer le bien commun qu'est l'espace ouvert, d'y faire attention et d'y goûter, de faire prendre conscience de sa préciosité, de partager une qualité du paysage et de mettre en valeur des lieux riches.

Le temps de la rencontre

Après un temps d'arpentage vint le temps des échanges. Après une rencontre avec une partie de l'équipe municipale, nous nous retrouvons pour une balade avec plusieurs membres de l'association Eclats de Rives, qui ont mis en place à travers de nombreux chantiers participatifs, le sentier de découverte de la vallée de la Maulde. L'association oeuvre à la découverte et à la mise en valeur d'un patrimoine qui constitue l'expres-



sion d'un rapport riche et fécond entre les membres d'une communauté et les paysages qu'ils habitent et façonnent : ponts, système de haie, de prairie, de murets et gestion de l'eau en tirant partie de la morphologie et du système hydrographique de la vallée. Ce sentier donne à voir des paysages vernaculaires, ainsi que d'autres qui disparaissent, progressivement remplacés par de nouveaux.

Au cours de cette balade est née l'envie de penser notre intervention en résonance avec leurs actions et l'énergie qu'ils déploient : écouter le récit des chantiers passés, connaître les actions qu'ils envisagent de mener dans l'avenir et inventer ainsi une œuvre qui soit cohérente avec leur projet.

La clairière, l'étang et le sectionnal

La clairière qui borde l'étang de Verrières, dans laquelle on s'arrête un moment lors de la balade avec l'association Eclats de Rives retient notre attention. Elle fait partie en effet des sectionnaux du village de Pont. Les sectionnaux sont des biens communs villageois, qui ont toujours permis aux habitants de faire paître leurs animaux.

L'idée de travailler sur une parcelle relevant d'une propriété villageoise nous intéresse. "Au fil des générations l'enrésinement a entériné la fin des communaux et des sectionnaux, et avec eux, de toute la vie sociale paysanne qui faisait leur raison d'être. La "désertification" rurale a fait le reste, dissociant de plus en plus propriété foncière et habitants." Extrait du "Rapport sur l'état de nos forêts et leurs devenir possibles, novembre 2013".

Depuis quelques années, la commune et l'association ont mis en place un pâturage de la clairière une fois l'an, par le troupeau de Stéphane Momboisse. Il s'agit de ne pas laisser cet espace ouvert, chose si rare au milieu des plantations de douglas et des terrains qui s'enfrichent et se referment. Se dessine plus clairement alors l'idée d'une intervention qui aide à conforter le statut de clairière de cet espace, qui parle de l'action des bêtes sur le paysage à travers la création d'une œuvre revisitant le motif de la clôture et de l'enclos.

Composer une clôture

L'enclos c'est la limite à l'intérieur de laquelle la forêt ne s'installera pas.

L'enclos permet de dessiner l'espace ouvert. L'enclos protège le troupeau et permet au berger de se reposer.

La clôture est un motif linéaire que l'on répète. Chaque culture a construit ses systèmes de clôture, diversifiant les motifs selon les ressources à sa disposition. La fauche est l'autre action qui pérennise l'espace ouvert, empêchant la prairie de devenir prairie armée, forêt en puissance.

Le chantier : l'assemblage des ressources, l'œuvre collective

Après concertation avec les usagers du lieu (habitants, berger, promeneurs occasionnels) nous nous lançons dans l'action de conforter la clairière pâturée près de l'étang de Verrières en défrichant la lisière nord. Cela nous permet d'obtenir une ressource abondante et diversifiée pour la construction de l'enclos.

Le chantier devient une performance collective où le défrichage, le rangement et l'assemblage de ces différents matériaux se donne à voir : perches de saules, troncs entiers, troncs débités, bois usiné issu de la scierie locale, piquets de châtaigner, pierres glanées, tiges de bourdaines...

Au fil des jours nous développons des assemblages simples qui sont mis en œuvre collectivement avec les habitants. L'idée étant de créer un motif élémentaire que l'on peut reproduire ou répéter. Un motif qui s'augmente et croît avec l'énergie collective. Cette structure, enclos en devenir, est une œuvre ouverte. Elle peut chaque année être renforcée, réalimentée par les forces locales volontaires avec les ressources issues des nouveaux chantiers de défrichage de la lisière nord. Pour finaliser l'installation, une ligne de piquets blanc est installée pour mémoriser le tracé de l'ancienne lisière avant défrichage, faire-valoir du travail accompli ensemble à la gloire de l'espace ouvert sur le ciel.

Un grand merci aux habitants, aux membres de l'association Eclats de Rives, à l'équipe municipale, à nos amis paysagistes creusois Marjorie Massegia et Yoann Bit-Monnot, venus nous prêter main forte lors du chantier, ainsi qu'à toute l'équipe du Centre international d'art et du paysage de Vassivière.

Atelier Bivouac :
Léo Pouliquen, Glenn Pouliquen, Clément Bertholet,
Camille Molle,
Alexandre Maffait et Pierre Simonin
www.atelierbivouac.com

Saint Martin-Château :
www.eclatsderives.com - contact@eclatsderives.com



Rendez-vous

Samedi 15 septembre
Inauguration du parcours Vassivière Utopia

12h Déjeuner avec les résidents au café-restaurant "Manger l'île". Payant sur rés. 05 55 69 27 27

14h Balade découverte des œuvres paysagères de l'île de Vassivière

15h30 Inauguration en présence des trois équipes 2018 Atelier 1:1, Atelier Bivouac et éjo. coopérative

16h45 Rdv à Eymoutiers, avenue Emile Zola : belvédère réalisé par Atelier 1:1

18h00 Départ du bourg de Beaumont-du-Lac (fontaine) : sentier de randonnée réalisé par éjo. coopérative

19h30 Rdv à St-Martin-Château sur le sentier du pont de Verrières : clairière réalisée par Atelier Bivouac

20h30 Dîner à l'Auberge de la Cascade (St-Martin-Château). Payant sur rés 05 55 69 27 27

19-20-21 octobre : visite guidée du parcours Vassivière Utopia pour les Journées nationales de l'architecture

Jusqu'au 4 novembre au Centre d'art et sur l'île : exposition "La Constellation du peut-être" de Joëlle Tuerlinckx

"Maudite soit la guerre" et foutez-nous la paix ! Didier Daeninckx & Pef

Au milieu de l'overdose de publications en tous genres, les commémorations du centenaire de la guerre de 14-18, nous ont offert quelques bonnes surprises. Ainsi la bande dessinée "Maudite soit la guerre" des très connus Didier Daeninckx et Pef (2014, éditions Rue du Monde). Le scénario, qu'on pourrait croire farfêlé a priori, imagine qu'un enfant creusois part rejoindre son père sur le front. Son but est de lui faire lire une rédaction pour laquelle il a obtenu une bonne note. Or, cet enfant, vous le reconnaîtrez aisément : c'est l'orphelin du monument de Gentioux, avec sa blouse, son écharpe, et sa casquette. Le gamin s'appelle Fulbert, ce qui avouons-le, n'est pas vraiment limousin. L'arrivée du gosse sur le front a ce caractère miraculeux : une trêve ! Au-delà de l'invraisemblable d'une telle situation, les belles pages de Pef, proches du dessin animé pour enfants, ont été très bien documentées. Elles présentent aussi bien la vie à l'arrière dans la campagne creusoise – et Paris – que la vie dans les tranchées. Ainsi deux scènes fortes : le paysage lunaire du "no man's land", bien connu, beaucoup plus que ce cheval avec un masque, symbolisant le danger permanent des gaz asphyxiants. Plus loin, on croisera un tirailleur sénégalais ou un lancier hindou. Les retrouvailles sont émouvantes : l'enfant reçoit autant de félicitations pour son travail scolaire que d'eng... pour l'angoisse où il a plongé sa mère. C'est une bd pour enfants (9-10 ans), mais je la trouve plutôt tout public, et la conseille donc à tout le monde. Son fond pacifiste est clair et assumé, ce qui m'amène à revenir aux commémorations.

J'avais beaucoup regretté en 2014 l'idée qu'on célébrait le début de la guerre, j'aurais préféré qu'on ne célèbre que la fin. Celle qui a permis de renvoyer auprès de leurs parents, de leur femme ou fiancée, de leur fils, tous ces petits gars de chez nous, et beaucoup trop d'invalides et de cercueils. D'une certaine manière, le bénéfice principal de cette ribambelle de livres, films, spectacles, ... aura été de redonner un peu d'humanité à tous ces noms égrenés sur les monuments aux morts, et les tombes des cimetières. Et de mieux rappeler leurs souffrances. Par contre, l'impression d'ensemble me laisse assez amer. Les autorités civiles et militaires ont réussi un pari invouable : glorifier le "génie national", souligner – comme sur le monument de Royère-de-Vassivière – que nos troupes étaient mortes "pour la civilisation". Sans jamais remettre en cause les ignobles condamnations à mort "pour l'exemple", les exécutions sommaires, et l'infâme commandement. Quand un obscur ministre socialiste refusa qu'une chorale



entonne à Verdun la célèbre chanson de Craonne, on eut peut-être le pire exemple de lâcheté et d'hypocrisie de nos élites politiques : "car nous sommes tous condamnés, nous sommes les sacrifiés". Il paraît que la chanson était trop longue. Pour moi, ça veut beaucoup et même tout dire. Ici, sur le plateau, un préfet éphémère (chouette) s'est même déshonoré en évoquant l'histoire des Russes de La Courvine : "manifestation (le centenaire) qui est un outil précieux pour sensibiliser la nouvelle génération aux enjeux de défense et de sécurité". Voyez-vous où il voulait en venir ? Et ceci sans jamais citer les mots : La Courvine, mutinerie, paix, pas plus que liberté, égalité, fraternité d'ailleurs. Puis en comparant lors de son discours la lutte actuelle contre le terrorisme, à l'engagement de nos poilus de 14. Il fallait oser, il l'a fait. Eh bien continuons alors, Monsieur le Préfet. C'est vrai, nous Français, nous avons toujours défendu de "belles et nobles" causes, n'est-ce pas ? Au prix de combien de vies, de malheurs et de souffrances ?

Cela me fait penser à ces phrases de la chanson "the green fields of France" (Eric Bogle, version française : Renaud) :
As-tu vraiment imaginé que cette guerre serait la dernière ?
Voilà, la souffrance, la tristesse, la gloire, la honte
Le meurtre et la mort, ont été infligés en vain
Oh Willy McBride tout cela s'est reproduit
Et encore, et encore, et encore, et encore...
Ainsi, le 11 novembre 2018 ne sera pas le dernier, le der des der. Essayons donc de donner aux suivants un autre sens. Le souvenir de nos anciens, les sacrifiés, n'en sera que plus sensible et digne.

En annexe de leur récit, Daeninckx et Pef ont écrit : à Gentioux "DES PACIFISTES" se retrouvent. S'ils savaient, les pauvres !

Michel Patinaud

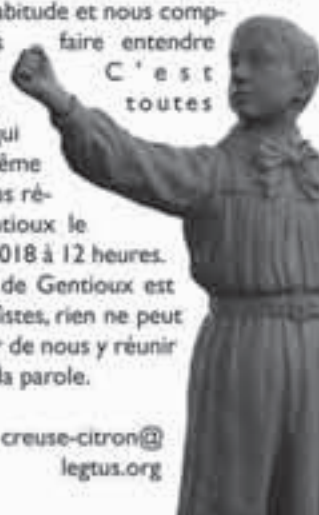
Rendez-vous à Gentioux le 11 novembre !

Comment célébrer le centenaire de la fin de la guerre de 14-18 ? Un groupe de militants libertaires et pacifistes qui ne se reconnaissent pas dans la cérémonie orchestrée par la Libre Pensée appelle à se retrouver à midi en haut de la place de Gentioux, vers la salle des fêtes. Ce rassemblement sera suivi d'un "repas des portageux" aux Plateaux limousins - Villard (Royère-de-Vassivière).

Depuis la confiscation de la parole par la Libre Pensée 23, le 11 novembre 2014, au rassemblement pacifiste de Gentioux, des journaux creusois qui essaient de penser librement sont montés au créneau régulièrement pour dénoncer cet état de fait (articles dans IPNS n° 61 et Creuse-Citron n° 55). Nous pensons qu'il ne faut pas laisser tomber un des rares rassemblements pacifistes et antimilitaristes qui ont lieu le 11 novembre et, qui plus est, devant un monument ouvertement antimilitariste et antipatriotique, jamais officiellement reconnu par l'État, et pour cause. Le 11 novembre qui s'en vient sera particulièrement célébré, puisqu'il s'agira du centenaire de la fin de la guerre

de 1914-1918. On peut s'attendre dans tout le pays à un déferlement de discours à la gloire de la patrie et de "ses valeureux pioupiou" qui ont su, eux, résister à l'ennemi et dont la jeunesse d'aujourd'hui ferait bien de prendre de la graine avec toutes les invasions et agressions dont notre belle démocratie est la cible. Que s'élèvent des voix libres et discordantes paraît encore plus urgent que d'habitude et nous comptons bien nous faire entendre ce jour-là. C'est toutes pourquoi, avec celles et ceux qui partagent le même souci, nous nous réunirons à Gentioux le 11 novembre 2018 à 12 heures. Le monument de Gentioux est à tous les pacifistes, rien ne peut nous empêcher de nous y réunir et d'y prendre la parole.

Contact : creuse-citron@leptus.org



Abécédaire du cyclisme limousin

G Comme Guitard

Si Marcel et Jean-Pierre Guitard sont bien frères, comme ceux dont nous avons parlé dans notre chronique du n° 63, ils n'ont – contrairement à ces derniers – jamais participé ensemble à une quelconque compétition.

C'est leur différence d'âge qui explique cette situation : en effet, Marcel né en 1929, coureur dès 1947, a terminé sa carrière en 1960. Jean-Pierre, lui, né en 1948, a débuté la sienne, en catégorie cadets, en 1964. Ils ont cependant pour point commun d'avoir tous les deux été professionnels et si Marcel a participé à deux tours de France (1954 et 56), Jean-Pierre a bouclé deux Vueltas, (Tour d'Espagne, 1973 et 74). Marcel a été, tout au long des années 50, une énorme vedette du sport limousin. Durant cette période, le cyclisme était, avec le football, et – à un degré moindre – le rugby et la boxe, un des sports les plus populaires en Limousin. Entre les trois journaux limougeaux (Le Popu, L'Echo et Centre Presse), c'était à qui donnerait le plus d'informations sur Marcel : ses résultats bien sûr, mais aussi ses changements d'équipe (de Royal-Fabric à Terrot en 1953, de Gitane à Royal-Fabric en 1957), sans oublier ses commentaires sur les épreuves auxquelles il participait.

Bien soutenu par son club l'U.V. Limousine, vivant tout près de la capitale régionale, à Panazol, ce beau garçon brun, éclatant de vitalité ne pouvait guère être ignoré du public limousin. Comme Eugène Fourgeaud, dont nous avons parlé dans la précédente rubrique, Marcel Guitard a écumé les courses régionales, soit avec le statut d'indépendant, soit de professionnel. Et même si, contrairement à Fourgeaud, il a participé à de nombreuses épreuves nationales, c'est bien en Limousin qu'il a gagné sa vie, brillant dans les multiples épreuves du calendrier. Ce qui le conduisit à conseiller à Raymond Poulidor, après son titre de champion du Limousin (1969), de rester dans la catégorie des indépendants. Il craignait que Raymond, passant professionnel, soit réduit à un rôle de "domestique" au service des leaders. Indépendant, il gagnerait plus d'argent. Heureusement, Raymond, ayant pris conscience des ses possibilités avec les pros, ne suivit pas ce conseil.

Marcel Guitard, débutant en 1947, avait obtenu ses meilleurs résultats en 1951 (champion du Limousin sur route et cyclo-cross), jusqu'en 1957 (vainqueur à Oradour-sur-Glane et Panazol). Ses trois dernières saisons marquèrent un certain déclin, malgré une belle victoire au Prix Charles Clément (Limoges, 1959).



Marcel Guitard

La Route de France 1952, épreuve internationale pour les moins de 23 ans, comportant 14 étapes, de Caen à Aurillac, en passant par les cols pyrénéens, constitue le premier sommet de sa carrière. Au sein d'une "équipe du Centre" dominatrice (avec uniquement des limousins), il s'illustre en portant le maillot jaune après la 3^e étape, terminant finalement 6^e. Triomphe limousin : son coéquipier André Bernard (U.V.L.) remporte l'épreuve. Georges Aymard (CRCL) est classé meilleur grimpeur, et l'équipe du Centre l'emporte au général par équipes. Dans les cinq années qui ont suivi cette mémorable épreuve,

Marcel alterne avec bonheur la participation à de grandes courses nationales, et des victoires dans les plus importantes épreuves régionales.

Au niveau national, il brille dans Paris-Nice, le Circuit des 6 provinces, le Circuit du Provençal, le Tour de l'Oise, et termine deux tours de France : 1954 (53^e), 1956 (79^e), au sein de l'équipe du Sud-Ouest, dirigée par l'ancien Champion de France Paul Maye. Parmi ses multiples victoires dans les courses régionales, on citera : Prix Conchon-Quinette (Limoges, 1953), Panazol et Prix Meillor (Nantiat, 1954), Saint-Yrieix-la-Perche et Peyrat-la-Nonière (1955), Prix Martini (Brive, 1956), Oradour-sur-Vayres (1957).

Jean-Pierre, pour sa part, débute la compétition en 1964, au sein de l'U.V. Limousine, en cadets. Il devient tout de suite champion régional, terminant 3^e du championnat de France. Il confirme ses aptitudes et son excellent niveau dans les années suivantes, s'adjugeant le titre de champion du Limousin juniors (1967 et 68), puis en terminant 4^e du Tour du Limousin 1968 (meilleur régional).

Aussi n'est-il pas surprenant de le retrouver l'année suivante au club de Puteaux, un des meilleurs clubs parisiens, antichambre de l'équipe professionnelle Peugeot. Avec ce maillot, il remporte Paris-Verneuil en 1969, le Tour du Loir-et-Cher et Paris-Montargis (1971), la Route de France et Paris-Evreux (1972). Il signe ensuite une licence professionnelle chez Peugeot (1973), cette année-là, il gagne une étape du Tour du Luxembourg, prenant la 3^e place finale. Le Tour d'Espagne le voit terminer à la 60^e (1973) et 43^e place (1974).

Pendant ses années pro, il est à nouveau licencié à l'U.V.L. qu'il quittera en 1977, adhérant à l'A.C. Limoges-Bussière Poitevine, pour son retour chez les amateurs. Sous ces couleurs, il remportera de belles courses régionales : Boucles de la Haute-Vienne, Limoges-Saint-Léonard et retour en 1980.

Si l'on compare les deux carrières, Marcel bénéficia d'une énorme popularité dans les années 50, alors que la décennie 70, la meilleure de Jean-Pierre, donna moins d'écho à ses exploits. Le cyclisme restait populaire, mais devait partager les pages sportives des quotidiens avec bien d'autres sports ou loisirs.



Jean-Pierre Guitard 1976

Jean-François Pressicaud

Quelques passants passables, passons...

Des passants, plus ou moins célèbres, passèrent chez nous dans le passé. Bilan final : passable. IPNS a présenté les récits les plus intéressants dans les n° 56 (Balzac), n° 59 (Göllnitz), n° 60 (Montaigne), n° 62 (Arthur Young)... Il y en eut bien d'autres, en voici un florilège, en guise de conclusion

L'escolier limousin de Rabelais

Parmi nos sommités littéraires, deux ont eu particulièrement la dent dure pour les Limousins. Rabelais tout d'abord. Quand Pantagruel rencontre un "escolier" (étudiant) de Sorbonne, au jargon prétentieux, dont l'usage abusif du latin conduit à latiniser sa propre langue... et, en conséquence, à parler sans être compris :

"Par Dieu, dist Pantagruel, je vous apprendray à parler. Mais devant, responds moy : dont es tu ?" A quoy dist l'escolier : "L'origine primève de mes ayes et otaves fut indigène des régions lémovicques, où requiesce le corpore de l'agiotate saint Martial. - J'entends bien, dist Pantagruel. Tu es Lymousin, pour tout potaige. Et tu veulx icy contrefaire le Parisien... Tu escorches le latin : par saint Jehan, je te feray escorcher le renard... ; car je te escorcheray tout vif."

Lors commença le pauvre Lymousin à dire : "Vée dicou, gentillastre ! Ho, saint Marsault, adjoude my ! Hau, hau, loissas à quau, au nom de Dilous, et ne me touquas grou !" A quoy dist Pantagruel : "A ceste heure parles tu naturellement..." Et ainsi le laissa : car le pauvre Lymousin se conchoit toutes ses chausses. Cet écolier était donc limousin. Moi, Emile, ça me rappelle quelqu'un, parisien, qui descend régulièrement du Quartier latin pour goûter du fromage de chèvre de Viam.

Mais il y a plus amusant. On découvre dans le registre du receveur de l'évêque de Limoges à la date du 4 février 1471, soit 20 ans avant la naissance de Rabelais (!) un personnage dénommé Gargantua. Ce passage avait été repéré par un archiviste de Limoges, Alfred Leroux, à la fin du XXe siècle. Ce Gargantua donc "fit son entrée à cheval à Saint-Léonard, s'en alla droit au palais de l'évêque de Limoges et y prit son gîte pour deux jours aux frais de Monseigneur." Étonnant, non ? Ce qui me fait dire, ou croire, que beaucoup de gens veulent bien venir chez nous pour s'y faire inviter. Ou acheter des châteaux rénovés aux frais du contribuable, célébrer de brillants ancêtres, mais pas les autres, ou se lancer sur un tremplin électoral, tels les passionnés de squette-borde. Si, si !

Voyez ensuite le grand Molière. Dans une pièce très cruelle, Monsieur de Pourceaugnac (1699), Jean-Baptiste raconte la déchéance d'un homme bien naïf et d'un certain âge. Monsieur de Pourceaugnac, originaire de Limoges, qui vient à Paris pour épouser Julie. C'est un mariage arrangé qui ne ravit pas du tout la jeune femme. Elle aimerait faire annuler l'union, c'est toute l'intrigue dans laquelle Pourceaugnac connaîtra bien des mésaventures avec des personnages extravagants... Il finira complètement fou. Pour camper un homme autant grotesque que pathétique, Molière avait donc choisi un Limousin ! Pas besoin pour cela de venir croquer ses beaux escarpins sur nos chemins. Mais alors, qui avait bien pu lui souffler l'idée ? J'ai un vague soupçon : La Fontaine.

La Fontaine et Limoges : une fable ?

Notre grand fabuliste était lui venu sur place, mais cela n'était pas volontaire. Voici l'histoire. Ayant été pas mal éclaboussé par la disgrâce de son pote le surintendant Fouquet (1661), l'écrivain est en fait l'inventeur d'un limogeage qui ne disait pas son nom. En 1661, il doit s'exiler à Limoges, d'où il écrira à sa femme une série de lettres, rassemblées



Rabelais et Gargantua



Monsieur de Pourceaugnac par Jean-Baptiste Poquelin dit Molière.



Jean de La Fontaine

dans *Le voyage de Paris en Limousin*. Il vient de Poitiers, et il découvre que "passé Chavigni (Chauvigny), on ne parle quasi plus français." Ce qu'un autre contemporain, l'allemand Just Zinzerling, confirme alors : "leur langage [des Limousins] est

grossier et barbare, il ne serait entendu en nulle part de France." Mais c'est plutôt un autre sens qui est désagréablement éveillé chez La Fontaine : l'odorat. Incommodé par "des aux", qui, avec les mauvais chemins, est une des "deux propriétés qui distinguent le Limosin des autres provinces du monde" (remarque bien le mot : monde !). Et re-Zinzerling : "les habitants ne sont pas si polis et civilisés comme ailleurs." Mais encore : le goût. La Fontaine se plaint d'avoir dû ingurgiter à Bellac, capitale de la Basse-Marche, un "vin à teindre les nappes, qu'on appelle la tromperie de Bellac." En fait de tromperie, l'écrivain était lui plagiaire d'Esopé, c'est beaucoup plus glorieux.

Des mythes sombres tenaces

C'est ainsi que naissent et persistent les légendes et mythes, ici carrément noirs. Et d'ailleurs, faudrait-il s'arrêter à ces tableaux insultants ? Voici ainsi quelques revanches. Robert de Hesselin, cartographe lorrain, né en 1733 : "L'air de ce pays est pur et sain, et les habitants y vivent fort vieux." Le même, parlant d'Aubusson : "On (y) a établi depuis 60 ans une manufacture de tapisseries... qui continue d'être florissante, et emploie beaucoup de monde." Voilà qui va intéresser nos amis de Felletin, à propos d'ancienneté. Plus loin, Hesselin loue les habitants d'Ussel, "forts adroits à mettre en œuvre les diamants", et pour la Creuse, il n'y a guère que la qualité de l'élevage et des paysages qui fasse l'unanimité. Voyez le célèbre Silhouette : "Le commerce des bestiaux, surtout bêtes à cornes et des chevaux, qui sont fort estimés." Mais aussi, ceci, sous la plume d'un Bourbonnais, devenu évêque de Limoges en 1627, François Motier de La Fayette : "N'allez pas vous figurer que le diocèse soit malheureux, ou disgracié du Ciel, comme on se le figure dans nos provinces. Je vous donne les gens du Limousin pour aussi fins et polis que le peuple de France : les hommes ont de l'esprit en ce pays-là." Merci Monseigneur.

Si vous avez bien suivi mes chroniques, l'impression générale doit vous paraître très négative. Comme celle-ci, qui vise (seulement) les tullistes, il en faut bien pour tout le monde, accusés "d'être des témoins à gages (payés pour témoigner)... D'avoir des femmes un peu faciles, ce qui leur a donné le nom de chausse-pieds, et d'être querelleux" (François-Savinien d'Alquier, 1670).

On peut retrouver bien d'autres récits ou avis chez Claude Petitfrère, auteur d'une passionnante analyse de tous ces récits de voyageurs. "En passant par le Limousin... le pays et son identité au regard des voyageurs", dans *Le Limousin, pays et identités* (Pulim, 2006). On y découvre des jugements plus nuancés. Ceux à l'emporte-pièces pourraient certes être balayés d'un revers méprisant, s'ils n'étaient finalement à l'origine d'un complexe, bien réel, chez nos aïeux. Mais finalement, je m'en fiche, ces "messieurs qu'on nomme grands" (merci Boris), je ne les aime pas non plus : parigots, têtes de... Mais j'exagère. Finalement, je verrais dans tout ça, une espèce de continuité historique, ayant pour racine l'intolérance. Pensez au débat actuel sur la place du "rural profond" (pléonasmisme ?) dans les discours et les actes des autorités : intérêt sincère ? ou mépris ?

Emile Vache

Fête de la Montagne limousine, rendez-vous de tous les débats 28, 29, 30 septembre à Lacelle (Corrèze)

Comme son nom l'indique c'est d'abord une fête : musique, concerts, animations, bal trad, bal contemporain et bal jusqu'au bout de la nuit, buvette et repas sur place, ateliers, stands, interventions artistiques, un coin pour les enfants, un marché de producteurs, un cinéma permanent, etc. Mais la Fête de la Montagne est plus qu'une fête. C'est aussi, pour la quatrième fois depuis sa renaissance en 2015, un lieu de rencontres et de débats, une sorte d'agora permanente où les grands enjeux du moment pour notre territoire seront posés, discutés, travaillés. Cette année l'agora où se dérouleront les grands débats sera au cœur de la fête regroupée autour de la gare de Lacelle. Quatre thèmes feront plus particulièrement l'objet d'échanges : l'agriculture qui sera abordée principalement sous l'angle de l'installation agricole (un grand débat suivi de 4 ateliers) ; la forêt (un grand débat qui aura été introduit la veille par la projection du film *Le Temps des forêts*) ; l'accueil des migrants (un grand débat, un atelier juridique et une rencontre entre les groupes qui interviennent sur le sujet sur la Montagne) ; le rôle des communes et des habitants dans la vie et la prise de décisions locales. C'est dans ce dernier débat que sera présenté le projet de "Syndicat de la Montagne" (nom non officiel !) auquel on réfléchit depuis quelques mois au sein du "Comité Montagne". Mais d'autres ateliers ou débats sont également prévus (par exemple sur les abeilles ou sur le loup). Tout le programme se précise peu à peu sur le site <http://www.montagnelimousine.net>

